

CAMEROON One Health

MAGAZINE

CAMEROON ONE HEALTH MAGAZINE N°004 / MARS 2025 UNE PUBLICATION DU PROGRAMME NATIONAL DE PREVENTION ET LUTTE CONTRE LES ZOOLOSES EMERGENTES ET REEMERGENTS



**EVALUATION
EXTERNE CONJOINTE :
LE CAMEROUN EST PRÊT !**



Plateforme Une Seule Santé



Zoonoses

Food Safety

Sécurité Sanitaire des Aliments

Résistance aux antimicrobiens

Antimicrobial Resistance

Biosécurité

Biosafety

HEALTH SECURITY | ENVIRONMENTAL
SÉCURITÉ SANITAIRE | ENVIRONNEMENTALES

Santé environnementale

Environmental Health

Gestion des urgences

Emergency Management

Réseaux des laboratoires

Laboratory Network



+237 242 015 885 / 242 015 881



pnp1zer@onehealth.cm

@CmrZoonoses



www.onehealth.cm



S.E. Paul BIYA

Président de la République du Cameroun

“(…) Nous allons poursuivre les efforts visant à améliorer l’offre des soins, en renforçant le plateau technique des hôpitaux et en densifiant la carte sanitaire.”

Le Chef de l’Etat, S.E. Paul BIYA

Extrait du message à la nation du 31 décembre 2024

H.E. Paul BIYA

President of the Republic of Cameroon

“(…) We will keep up our efforts to enhance healthcare delivery by upgrading hospital technical facilities and expanding the health map.”

The Head of State, H.E. Paul BIYA

Excerpts of the 31 December, 2024.

La Stratégie Nationale Une Santé du Cameroun



La *Stratégie Nationale « Une Santé »* est le résultat de l'effort que les secteurs de la santé animale, de la santé humaine et de la santé environnementale au Cameroun se donnent pour travailler désormais ensemble, et de manière intersectorielle et synergique dans la gestion de la sécurité sanitaire des populations animales et humaines.

Autant il est désormais vrai que les maladies infectieuses émergent au rythme effréné d'une maladie tous les quatre mois, autant il importe dans le cas spécifique des zoonoses qui constituent près de 75% de ces maladies, que la prévention se fasse au niveau de l'interface homme-animal-environnement.

L'approche « Une Santé » qui fait l'objet du présent document interpelle désormais tous les secteurs et les acteurs de la santé animale, humaine et environnementale pour transgresser leur différence et optimiser de manière transversale et synergique la recherche des solutions aux problèmes de Santé.

Le présent document de *Stratégie « Une Santé »* qui s'inscrit bien dans le DSCE est désormais le cadre opérationnel au niveau duquel tous les programmes et projets relatifs à la santé animale, humaine et des écosystèmes qui s'inscrivent dans la vision holistique « Une Santé » doivent trouver leur mise en oeuvre. La santé est une affaire de tous et de chacun, la vision « Une Santé » doit devenir le défi de tous et de chaque Camerounais pour promouvoir ensemble la santé de l'humanité.

Ministre de l'Élevage, des Pêches et des
industries Animales

Ministre de la Santé Publique

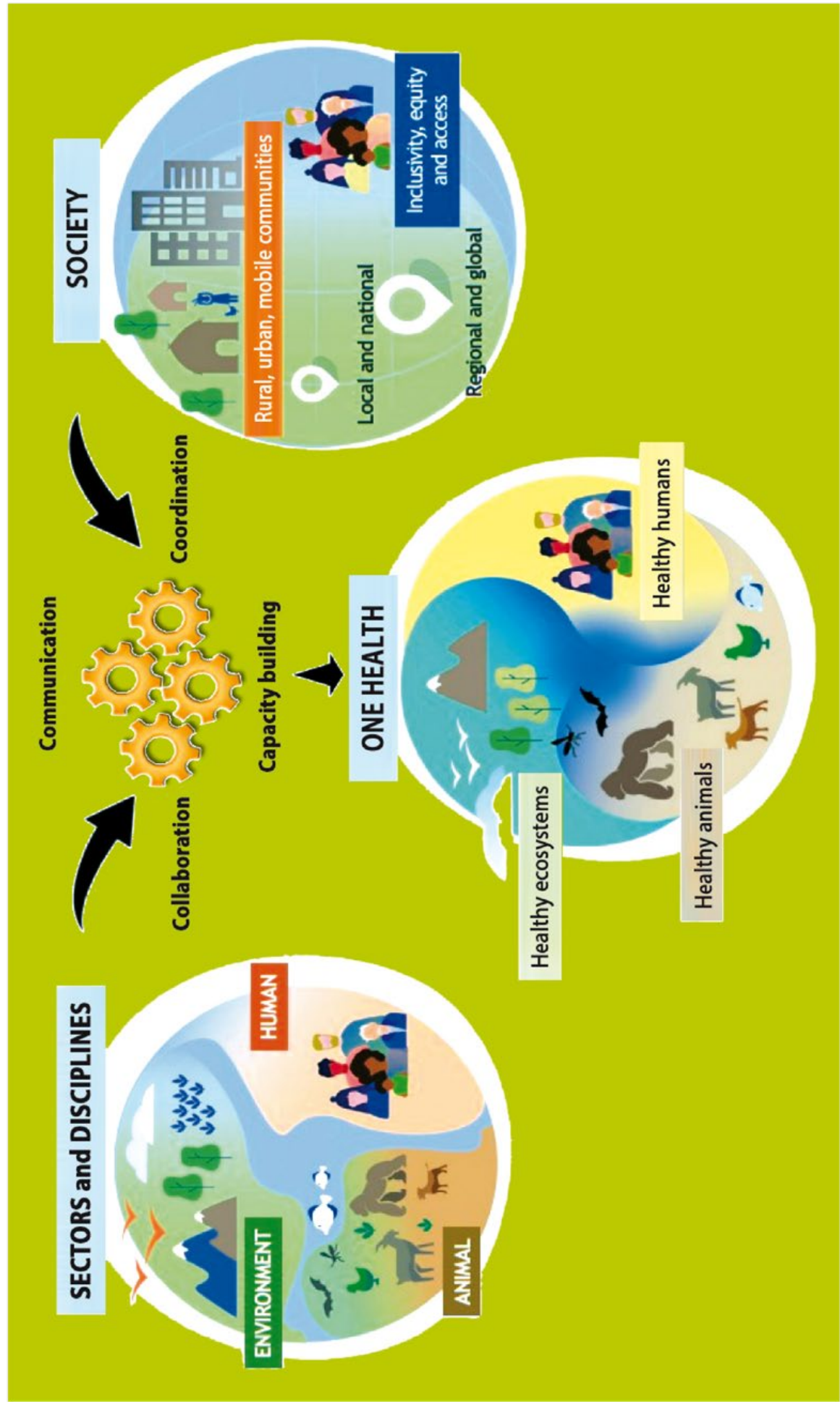
Ministre de l'Environnement, de la Protection
de la Nature et du Développement Durable

Ministre des Forêts et de la Faune



Chief Dr. Joseph Dion NGUTE
Premier Ministre, Chef du Gouvernement
Autorité de Supervision du Programme Zoonoses

ONE HEALTH



**PROGRAMME NATIONAL DE PREVENTION
ET DE LUTTE CONTRE LES ZOOSES
EMERGENTES ET REEMERGENTES**

SERVICES DU PREMIER MINISTRE
SECRETARIAT GENERAL



**NATIONAL PROGRAM FOR THE PREVENTION
AND FIGHT AGAINST EMERGING AND
RE-EMERGING ZOOSES**

PRIME MINISTER'S OFFICE
GENERAL SECRETARIAT

COMITÉ D'ORIENTATION STRATÉGIQUE



Dr. TAÏGA
Ministre de l'Elevage, des Pêches et
des Industries Animales
Vice-président COS



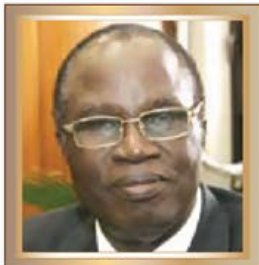
Pr. Séraphin M. FOUA
Ministre, Secrétaire Général
des Services du Premier Ministre
Président COS



Dr. Malachie MANAOUA
Ministre de la Santé Publique
Vice-président COS



M. Jules Doret NDONGO
Ministre des Forêts et de la Faune
Membre COS



M. HELE Pierre
Ministre de l'Environnement, de la Protection
de la Nature et du Développement durable
Membre COS



Pr Jacques FAME NDONGO
Ministre d'Etat, Ministre de
l'Enseignement supérieur
Membre COS



M. Louis Paul MOTAZE
Ministre des Finances
Membre COS



Dr. Madeleine TCHUENTE
Ministre de la Recherche scientifique
et de l'Innovation
Membre COS



M. Maigari BELLO BOUBA
Ministre d'Etat, Ministre du Tourisme
et des Loisirs
Membre COS



M. Alamine OUSMANE MEY
Ministre de l'Economie, de la Planification
et de l'Aménagement du Territoire
Membre COS



M. Gabriel MBAIROBE
Ministre de l'Agriculture et, du
Développement Rural
Membre COS

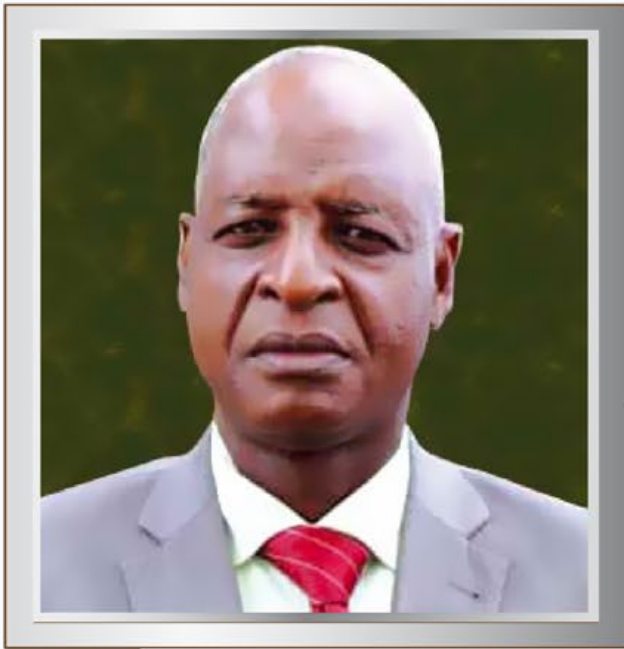


Mr. Paul ATANGA NJI
Ministre de l'Administration Territoriale
Membre COS

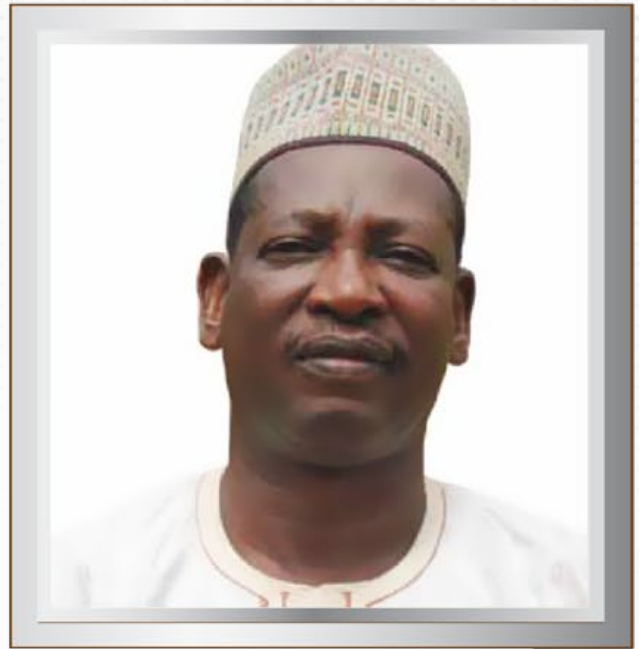


M. René SADI
Ministre de la Communication
Membre COS

Our Environment Our health



M. SALI BALLO
Coordonnateur du Comité Technique
du Programme Zoonoses



Dr Garga GONNE
Coordonnateur Adjoint du Comité Technique
du Programme Zoonoses



Dr Conrad NKUO
Secrétaire Permanent
du Programme Zoonoses



Mme Elisabeth DIBONGUE
Secrétaire Permanent Adjoint
du Programme Zoonoses

Sommaire

Édito.....	11
Coordination	
Cameroon's UHPR Experience.....	12
Coopération	
Une Seule Santé: l'Afrique Centrale tisse sa toile.....	15
Dossier	
Contribution des différentes sectorielles du One Health dans la mise en oeuvre du RSI.....	16
" De grands progrès ont été réalisés depuis 2017 ".....	18
Dossier	
A multisectoral approach to strengthen disease surveillance at Cameroon's borders.....	20
Règlement Sanitaire International : la CREC au cœur de la stratégie.....	21
Surveillance microbiologique : le LANAVET joue sa partition.....	22
Un dispositif législatif et réglementaire diversifié et ciblé pour orienter décisions et actions.....	24
JMUSS 2024	
Engager les communautés pour booster leur résilience face aux crises sanitaires.....	25
Case Competition : Les meilleurs arguments sont venus des Montagnes.....	26
Retro	
L'Afrique se mobilise à Yaoundé pour faire bloc contre la RAM.....	28
«Drawing Government's Attention on the Need to Take Ownership of AMR».....	30
Continental AMR Awareness Week in Yaounde	
Laboratories and Farms Rise to the Challenge.....	32
Antimicrobial Resistance	
Advocacy for the Implementation of the National Action Plan to Combat AMR: A Collective Responsibility.....	33
Human Health	
A new era of primary health care in Cameroon.....	34
Sécurité sanitaire des aliments	
Menaces d'origine alimentaire : détecter pour prévenir.....	35
Pour de belles fêtes avec des aliments sains.....	37
Biosafety	
Biological Waste Management: A Biosafety Issue.....	38
Climat	
Finance climatique: opportunité pour les systèmes de santé.....	39
Surveillance	
COHIS : A Digital Platform for Multisectoral Data Management.....	40
Communication	
Empowering One Health Actors with Gender Integration Skills.....	41
Réflexion	
Plateforme OH : attention au burn-out !.....	42
Diaporama.....	44
La plateforme Une Seule Santé exporte son savoir faire.....	48
Enhancing Global Health Security in Cameroon through Effective One Health Implementation.....	51
Coopération	
De nouveaux acteurs, pour des solutions innovantes et adaptées.....	52
Giz : Soutient total de One Health Data Alliance Africa.....	54
FAO : Un intense déploiement !.....	55



Directeur de publication

Sali Ballo

Coordonnateur du Comité Technique
du Programme Zoonoses

Coordonnateurs éditoriaux

Dr. Conrad Nkuo, Secrétaire Permanent
Elisabeth Dibongue, Secrétaire Permanent
Adjoint

Coordonnateur de la Rédaction

Damaris Djeny Ngando (MINCOM)

Ont collaboré à la rédaction

Elisabeth Dibongue (PNPLZER)
Damaris Djeny Ngando (MINCOM)
David Ekeme (MINCOM)
José Ngo Nonga (MINSANTE)
Prince Mpondo (ROOHCAM)
Alicia Mouelle (Immersion Medias)
Klove Kamdem (ABC)
Armelle Sitchoma (MINCOM)
Emmanuel Nkwain (Traducteur/MINCOM)
Christie Tiwoda (MINSANTE)
Thierry Kuicheu (PNPLZER)
Wilfred Fouogue (PNPLZER)
Fride Jouegouo (PNPLZER)
Clemence Ngo Mpan (PNPLZER)
Stéphane Naga (PNPLZER)
Alvine Amawota (PNPLZER)
Crystella Cha-ah (PNPLZER)
Naomi Tezempa (PNPLZER)
Raissa Azekeng (PNPLZER)
Audrey Ngosso (PNPLZER)
Gaspard Ayissi (PNPLZER)
Aissatou Kodji (PNPLZER)
Kadjidja Paré (PNPLZER)
Hanan El Oumar (PNPLZER)
Liliane Nguimdjo (PNPLZER)
Lise Pipi (PNPLZER)

Coordination Technique et Financière

PNPLZER

Maquette et infographie

Roland NKWENTI

Crédit photo

Thierry Kuicheu, Collins Numvi, PNPLZER,
Google images

Edition

PNPLZER

Impression

PNPLZER

One Health et Evaluation Externe Conjointe : une synergie essentielle pour la Sécurité Sanitaire Mondiale



Mme Elisabeth Dibongue
Secrétaire Permanent Adjoint
du Programme Zoonoses

La croissance exponentielle des crises sanitaires mondiales, qu'il s'agisse de pandémies, d'épidémies zoonotiques ou de catastrophes naturelles ou environnementales, rappelle avec insistance une réalité fondamentale: la santé humaine ne peut être dissociée de celle des animaux et des écosystèmes. C'est précisément cette interdépendance que décrit l'approche *Une Seule Santé*, aujourd'hui reconnue comme un levier stratégique essentiel pour la mise en œuvre efficace du Règlement Sanitaire International (RSI 2005).

Adopté par l'organisation mondiale de la santé pour renforcer la préparation

et la réponse aux menaces sanitaires internationales, le RSI (2005) repose sur le renforcement des capacités nationales à surveiller, détecter et contenir les événements de santé publique pour qu'ils ne présentent pas de risque pour la sécurité sanitaire et les échanges internationaux. Toutefois, son efficacité dépend de la collaboration entre les secteurs considérés comme détenteurs d'enjeux; c'est exactement là où se trouve la valeur ajoutée de l'approche *Une Seule Santé*.

En effet l'intégration du référentiel *Une Seule Santé* dans les dispositifs de gestion des crises sanitaires améliore plusieurs aspects fondamentaux du RSI (2005), notamment la surveillance en recommandant des mécanismes de surveillance intégrée, la réponse à travers le renforcement de la collaboration intersectorielle facilitant une mobilisation rapide des ressources et réduisant le temps de réaction et les impacts sur la santé humaine et animale, ainsi qu'une prévention durable, en réduisant le risque d'émergence de nouvelles menaces à travers des stratégies qui s'attaquent aux causes profondes des problèmes de santé (déforestation, commerce illégal d'animaux sauvages, résistances aux antimicrobiens).

Si l'application de l'approche *Une Seule Santé* aux exigences du RSI (2005) est essentielle, elle reste confrontée à de nombreux obstacles: cloisonnement des secteurs, conflits de leadership, financements insuffisants et absence de cadres institutionnels harmonisés.

Toutefois, des initiatives existent dans plusieurs pays comme le Cameroun, qui montrent la voie en positionnant l'approche *Une Seule Santé* comme une nécessité et pas une option. Des illustrations de ces initiatives au Cameroun sont au Coeur de cette édition du One Health Magazine.

Bonne lecture !

Cameroon's UHPR Experience



Engaged in the Universal Health and Preparedness Review (UHPR) since January 2023, Cameroon played host to a high-level mission in Yaoundé from October 1 to 4 2024, becoming the seventh country worldwide and the fourth in Africa to lead this initiative. The One Health National Platform highlights Cameroon's experience with this review for the 2024 financial year.

Dr. Chikwe Ihekweazu, the Deputy Director for the Health Emergency Intelligence Division at WHO, recently embarked on an impactful working visit to Cameroon, igniting discussions around the UHPR initiative. This forward-thinking program, launched by WHO, is designed to enhance nations' readiness for public health challenges like Covid-19.

During his visit, Dr. Ihekweazu engaged in crucial conversations with the Prime Minister and other government officials, including members of the One Health Platform of Cameroon. He was enthusiastic in his praise for Cameroon's One Health institutional framework, recognizing its remarkable potential for fostering global collaboration and information sharing. In his passionate address, he advocated for the establishment of a National Public Health Institute, as well

as for significantly increased funding to bolster the health sector.

The Prime Minister, responding with optimism, affirmed Cameroon's unwavering commitment to ensuring that essential health services are accessible to all citizens. This commitment resonates deeply in a nation eager to strengthen its public health landscape.

Adding a layer of excitement to the visit, a simulation exercise unfolded, engaging key government ministers in the urgent response efforts. This real-time drill showcased the government's adeptness in handling health emergencies, leaving a lasting impression on Dr. Ihekweazu and highlighting Cameroon's readiness to confront future challenges head-on. The collaborative spirit and determination displayed during this visit underscore a hopeful chapter in Cameroon's health journey.

Cinq clefs pour des aliments plus sûrs



Prenez l'habitude de la propreté

- ✓ Lavez-vous les mains avant de toucher des aliments et relavez-les souvent pendant que vous faites la cuisine
- ✓ Lavez-vous les mains après être allé aux toilettes
- ✓ Lavez et désinfectez toutes les surfaces et le matériel en contact avec les aliments
- ✓ Tenez les insectes, les rongeurs et les autres animaux à l'écart des aliments et de la cuisine

Pourquoi ?

La plupart des micro-organismes ne provoquent pas des maladies mais beaucoup de micro-organismes dangereux sont présents dans le sol et dans l'eau, ainsi que chez les animaux et les êtres humains. Ces micro-organismes dangereux sont véhiculés par les mains, les torchons et les ustensiles, et en particulier les planches à découper. Le plus léger contact suffit pour qu'ils passent dans les aliments et provoquent des maladies d'origine alimentaire.



Séparez les aliments crus des aliments cuits

- ✓ Séparez la viande, la volaille et le poisson crus des autres aliments
- ✓ Ne réutilisez pas pour d'autres aliments le matériel et les ustensiles tels que les couteaux et les planches à découper que vous venez d'utiliser pour des aliments crus
- ✓ Conservez les aliments dans des récipients fermés pour éviter tout contact entre les aliments crus et les aliments prêts à consommer

Pourquoi ?

Les aliments crus, en particulier la viande, la volaille et le poisson, et leurs sucs, peuvent contenir des micro-organismes dangereux susceptibles de contaminer d'autres aliments au cours de la préparation ou de la conservation.

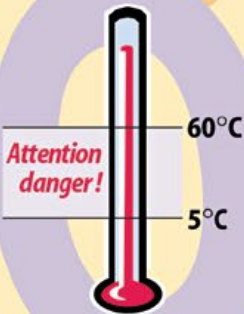


Faites bien cuire les aliments

- ✓ Faites bien cuire les aliments, en particulier la viande, la volaille, les œufs et le poisson
- ✓ Portez les mets tels que les soupes et les ragoûts à ébullition pour vous assurer qu'ils ont atteint 70°C. Pour la viande et la volaille, vérifiez que la chair n'est plus rose ou, mieux encore, utilisez un thermomètre
- ✓ Faites bien réchauffer les aliments déjà cuits

Pourquoi ?

Une cuisson à cœur élimine la plupart des micro-organismes dangereux. Des études ont montré que des aliments cuits à 70°C peuvent être consommés sans danger. Certains aliments comme les viandes hachées, les rôtis roulés, les grandes pièces de viande et les volailles entières exigent une attention particulière.



Maintenez les aliments à bonne température

- ✓ Ne laissez pas des aliments cuits plus de deux heures à température ambiante
- ✓ Réfrigérez rapidement tous les aliments cuits et les denrées périssables (de préférence à moins de 5°C)
- ✓ Maintenez les aliments cuits très chauds (à plus de 60°C) jusqu'au moment de les servir
- ✓ Ne conservez pas des aliments trop longtemps même dans le réfrigérateur
- ✓ Ne décongelez pas les aliments surgelés à température ambiante

Pourquoi ?

A température ambiante, les micro-organismes se multiplient très rapidement dans les aliments. A moins de 5°C ou à plus de 60°C, la croissance des micro-organismes est ralentie ou interrompue. Certains micro-organismes dangereux continuent de se multiplier à moins de 5°C.



Utilisez de l'eau et des produits sûrs

- ✓ Utilisez de l'eau saine ou traitez-la de façon à écarter tout risque de contamination
- ✓ Choisissez des aliments frais et sains
- ✓ Préférez des aliments traités de telle façon qu'ils ne présentent plus de risque comme, par exemple, le lait pasteurisé
- ✓ Lavez les fruits et les légumes, surtout si vous les consommez crus
- ✓ N'utilisez pas d'aliments ayant dépassé la date de péremption

Pourquoi ?

Les produits bruts, de même que l'eau et la glace, peuvent contenir des micro-organismes dangereux et des produits chimiques. Des substances chimiques toxiques peuvent se développer dans les aliments avariés ou moisies. Les produits bruts présentent d'autant moins de risques qu'ils ont été soigneusement choisis, ou simplement lavés et pelés.

Une Seule Santé: l'Afrique Centrale tisse sa toile

Face à une augmentation croissante des menaces sanitaires mondiales, l'Afrique Centrale s'est récemment mobilisée au Cameroun pour renforcer la coopération régionale dans la lutte et la gestion des risques liés à la santé humaine, animale et environnementale.

C'est sur fond de plaidoyer que les experts venus du Congo, de Sao Tomé et Príncipe, de la République Centrafricaine, du Tchad, du Gabon, de la Guinée Équatoriale et du Cameroun se sont réunis en novembre dernier à Yaoundé. Organisée par Africa CDC, la rencontre avait pour but de favoriser la structuration d'une coopération sous-régionale autour de l'approche *Une Seule Santé*.

En effet, les paramètres géographiques communs aux pays africains et la grande probabilité d'occurrence des maladies zoonotiques en Afrique, légitiment le besoin d'un mécanisme de collaboration transfrontalier et d'une approche intégrée. La rencontre de Yaoundé, en était donc une opportunité et un cadre de réflexion stratégique, qui a permis d'une part, de partager les progrès régionaux, les expériences et les bonnes pratiques de mise en œuvre de ladite l'approche et d'autre part, de lancer un plaidoyer en faveur de la mise en place d'une plateforme régionale d'échange entre les points focaux *Une Seule Santé*.

Les échanges, en plus de révéler le faible niveau d'appropriation et de mise en œuvre du concept *Une Seule Santé* par les leaders

politiques des pays de la sous-région, ont mis en lumière la nécessité de la mise sur pied des protocoles intersectoriels et interrégionaux de promotion des réponses transfrontalières. Ils ont également souligné la nécessité de créer des organes de coordination efficaces pour la mise en place de cadres intégratifs.

Occasion pour le Cameroun, pays hôte, de partager son expérience et d'asseoir son leadership dans la mise en œuvre de l'approche *Une Seule Santé*. En effet, de la plateforme nationale éponyme, fonctionnelle depuis avril 2014 se montre jusqu'ici très efficace et solide. Ce qui est la matérialisation d'une volonté politique et d'un engagement ferme à promouvoir une collaboration multisectorielle efficace dans la réponse aux crises sanitaires. Jusque-là pays modèle à avoir mis en place une telle structure opérationnelle, le Cameroun a de quoi inspirer plusieurs autres pays de la sous-région qui souhaitent franchir le cap. Une avancée notoire, qui confère à l'Afrique en miniature, une place de leader dans la mise en œuvre de l'approche *Une Seule Santé* dans la sous-région.

Fort de cette reconnaissance, le pays ambitionne de consolider ce leadership en multipliant les initiatives de renforcement des capacités et de partage d'expériences au niveau national et sous régional. L'enjeu étant de favoriser une intégration accrue référentiel *Une Seule Santé* dans les politiques publiques et de faciliter la mise en place d'organes de collaboration et de coordination transfrontaliers efficaces pour la mise en place de cadres intégratifs régionaux *Une Seule Santé*.

A travers des cadres d'échange de ce genre, les pays de l'Afrique Centrale parviennent au développement de stratégies concertées pour une meilleure gestion des menaces sanitaires à l'interface homme- animal- plante-environnement.



Dossier : le One Health au cœur de la mise en œuvre du RSI

Contribution des différentes sectorielles du One Health dans la mise en œuvre du RSI

Au Cameroun, la mise en œuvre du Règlement Sanitaire International (RSI) repose sur la collaboration entre plusieurs secteurs au rang desquels le Ministère de la Santé Publique (MINSANTE), le Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales (MINEPIA), le Ministère des Forêts et de la Faune (MINFOF) et le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER). Depuis l'Évaluation Externe conjointe de 2017, ces différentes administrations ont mené des actions significatives pour arrimer le pays aux exigences de cet important instrument juridique international en matière de santé publique.

MINSANTE : Accélérer la préparation et la réponse aux urgences de santé publique

Sous la houlette du Ministère de la Santé Publique, le secteur de la santé humaine a été fortement investi dans la mise en œuvre des prescriptions du RSI selon les quatre axes prioritaires regroupant les dix-neuf domaines techniques dudit règlement. Concernant le volet **Prévention**, le Minsanté a élaboré d'une part, la stratégie de Surveillance Intégrée de la Maladie et la Riposte (SIMR) et d'autre part, des outils de préparation et de réponse aux épidémies à l'instar du Plan Multirisque de préparation et de Réponse aux urgences de Santé Publique, des Plans d'élimination du Choléra, de la Méningite, et de la Fièvre Jaune. S'agissant de la **Détection**, le pays a mis en place un système d'alerte précoce et de réponse pour l'opérationnalisation du plan stratégique SIMR et renforcé les capacités des acteurs à tous les niveaux de la pyramide sanitaire.

Quant à l'axe sur la **Riposte**, un mécanisme de coordination de la réponse par l'activation du Système de Gestion de l'Incident (SGI) a été mis en place. Aussi, les capacités des acteurs

des différents sectoriels dans les dix régions à l'utilisation de ce système ont été renforcées. Dans le cadre de la gestion des épidémies de Mpox et du risque d'importation de la fièvre de la Vallée du Rift, le système de surveillance aux points d'entrée des frontières a été amélioré. Selon **Flore Kamdom, Chef Service de la Surveillance Epidémiologique par Intérim à la Direction de la Lutte contre la Maladie, les Epidémies et les Pandémies**, les défis liés à la mise en œuvre du RSI reposent essentiellement sur la coordination multisectorielle et la disponibilité des ressources humaines, matérielles et financières. Par ailleurs, « pour renforcer l'implémentation du RSI, il est important de finaliser l'opérationnalisation du plan stratégique SIMR, de renforcer les capacités des pays à détecter et notifier toutes les urgences de santé publique de portée internationale et de mettre en place des plateformes de coordination transfrontalière et multisectorielle efficaces », recommande-t-elle.

MINFOF : Préserver la santé faunique

Le secteur environnemental de par les prescriptions du RSI a façonné l'ensemble de ses actions de prévention et de riposte dans le domaine des forêts et de la faune. Ceci à travers la mise en œuvre des politiques de gestion des risques, y compris la gestion des déchets biologiques, la prévention des inondations et la gestion des catastrophes naturelles, ainsi que la surveillance et le contrôle de la qualité des viandes de brousse qui peuvent favoriser la propagation des maladies. Aussi, le Ministère des Forêts et de la Faune (MINFOF) à travers une collaboration multisectorielle

avec le MINEPIA a contribué à l'élaboration du guide d'inspection du gibier.

En outre, dans le processus d'appropriation du RSI, des projets d'amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement ont été développés afin de réduire les risques d'épidémies d'origine hydrique. **Geneviève Fomo, Sous-Directeur de la Conservation de la Faune au MINFOF**, souligne que les défis de mise en œuvre du RSI dans le secteur de l'environnement sont notamment l'insuffisance de l'information et le manque de sensibilisation de ce secteur sur ledit règlement.



Dossier : le One Health au cœur de la mise en œuvre du RSI

MINADER: Phytosanitary Monitoring to Ensure Food Quality

Since food safety plays a major role in preserving the health of the population, MINADER's teams have taken to heart the measures recommended by the International Health Regulations (IHR) to ensure the effective participation of their sector. In this context, the Market-Health Guide, which takes inventories of the sources of food contamination from production to consumption while proposing appropriate hygiene measures in markets, was developed in 2024. As part of detection efforts, a National Laboratory of the Diagnostic Analysis of Agricultural Products and Inputs (LNAD) has been set up. Furthermore, the Ministry of Agriculture, through its security actions, has engaged in the monitoring of phytosanitary products by creating phytosanitary posts at the borders, on one the hand, and by supporting producers through the promotion of good agricultural practices and adherence to the technical guidelines, on the other. The creation of an interministerial Committee for the approval of phytosanitary products is also among its achievements.

MINEPIA: Favoriser la détection précoce des maladies animales

Conformément aux directives du RSI, le Ministère de l'Élevage, des Pêches et des Industries Animales (MINEPIA) a réalisé une série d'actions dans le cadre de la prévention, notamment des évaluations conjointes des risques liés aux zoonoses prioritaires d'une part, et sur les capacités des Services Vétérinaires d'autre part. A cela s'ajoutent les aspects liés à la détection et à la riposte parmi lesquels, la création de structures de surveillance et de réponse des maladies animales. Il s'agit du Laboratoire National Vétérinaire (LANAVET), du Réseau d'épidémiosurveillance des maladies animales du Cameroun (RESCAM), du Centre de Coordination des Opérations d'Urgence de Santé Animale (CCOUSA) et des postes de contrôle aux frontières.

Le MINEPIA a également élaboré des documents cadre et textes juridiques appuyant la mise en œuvre du RSI dans son secteur, à l'instar du document sur les Politiques de santé animale et de santé publique vétérinaire. L'implémentation du RSI dans ce secteur d'activités continue néanmoins à faire face à divers challenges. **Dr Olivia Amba, Chef Service de la Santé de la Faune Sauvage, des élevages non conventionnels et des abeilles au MINEPIA** soutient que, les difficultés liées au suivi du RSI dans son département ministériel reposent sur la faible sensibilisation des éleveurs, l'accès limité aux vaccins et aux médicaments, l'insuffisance d'infrastructures et d'équipements de diagnostic, de personnels qualifiés et l'absence d'un fonds d'urgence pour la gestion des épidémies animales aux niveaux du RESCAM et de la Direction des Services Vétérinaires.

The Zoonoses Program: a Major Actor in the Implementation of the IHR

The Zoonoses Program, the *One Health* platform, has developed several documents as part of the implementation of the IHR, notably the National One Health Action Plan, one of whose missions is to establish and strengthen multisectoral and intersectoral coordination, collaboration, and communication. The aim is to effectively prevent and control zoonotic threats and other health issues within the framework of the *One Health* approach at both national and local levels. In addition, the prioritisation of zoonoses and the development of a behavioural profile and message guide for priority zoonoses in Cameroon have been undertaken. Regarding risk communication and community engagement, a dedicated strategy has been developed and implemented.

Despite these advances, challenges remain in the adequate implementation of the IHR. According to **Elisabeth Dibongue, Deputy Permanent Secretary of the Zoonoses Program**, areas for improvement include the interoperability of animal, human, plant, and environmental health information systems, the development of an environmental monitoring system, the management of rumours and infodemics, the timely and sufficient availability of financial resources, as well as leadership issues. She recommends strengthening the capacities of stakeholders, intensifying communication on health risks, and advocating with public authorities and partners to mobilize the material and financial resources necessary for the implementation of all capacities related to the IHR.



" De grands progrès ont été réalisés depuis 2017 "

Dr. Djamila Bello, Coordonnateur du Secrétariat Permanent de l'Observatoire National de Santé Publique (ONSP).



Dr. Djamila Bello

Le Cameroun est-il prêt à accueillir l'Évaluation Externe Conjointe (EEC) ?

Oui le Cameroun est prêt pour la deuxième EEC ! Selon la feuille de route pour la mise en œuvre de l'EEC, la dernière étape de la préparation est la soumission du rapport d'auto-évaluation. Ledit document est finalisé et n'attend que sa transmission après validation des points focaux nationaux.

Entre 2017 et 2024, quelles actions ont été menées pour relever le score enregistré lors de la dernière évaluation ?

Après l'évaluation de 2017, un plan d'action national pour la sécurité sanitaire a été élaboré (PANSS) en 2018, en réponse aux lacunes identifiées par l'EEC. Il vise à améliorer les capacités du pays et, à terme, ses résultats dans les domaines de la préparation, de la détection, de la réponse et de la résilience. Depuis 2017 de grands progrès ont été réalisés depuis 2017. Cependant, l'appropriation de ce plan gouvernemental n'a pas été optimale. D'autant plus que l'avènement de la pandémie de COVID-19 a mitigé sa mise en œuvre. Quelques activités comme la mise en place d'un CCOUSP,

la formation des équipes d'intervention, investigation et réponse, la désignation de points d'entrée, la mise en place d'un point focal national du RSI (PFN-RSI), la mise en œuvre du cadre de suivi et d'évaluation du RSI par le PFN-RSI et d'autres ont contribué à améliorer les scores au fil des ans.

En tant que point focal RSI, à quoi renvoient les missions de l'ONSP ?

L'ONSP est responsable de la veille sanitaire, ce qui suppose la surveillance multisectorielle, la surveillance aux points d'entrées et la surveillance transfrontalière, l'analyse du risque, l'élaboration des bulletins de veille. A cela s'ajoute la notification des événements en particulier, ceux qui surviennent à l'international via le réseau RSI. Par ailleurs, le point contact RSI de l'OMS assure la réponse et le suivi des activités de réponse. L'ONSP est également chargé de la mise en œuvre du cadre de suivi et évaluation du RSI notamment à travers l'élaboration du PANSS, les exercices de simulation, les évaluations annuelles des capacités, les revues après actions, les évaluations externes conjointes.

Enfin, le point focal RSI contribue à la mise en œuvre de l'approche *Une Seule Santé* au travers des activités des instances multisectorielles (comité d'orientation, point focal RSI). Il est important de noter que le comité d'orientation est constitué des représentants de tous les ministères concernés par la sécurité sanitaire.

Quels sont les acteurs de mise en œuvre du RSI et quelles sont les capacités actuelles du dispositif camerounais de coordination du RSI ?

Le RSI a un mandat pangouvernemental et est un outil juridique contraignant pour tous les États membres de l'Organisation mondiale de la Santé. Cet instrument vise à accélérer la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD) en renforçant les capacités des États à détecter, notifier et réagir aux événements de toute nature, susceptibles d'avoir un impact sur le bien-être humain.

Plus spécifiquement, il est lié à l'ODD 3 qui entend *"assurer la santé et le bien-être de tous, à tous les âges"*. Au Cameroun, la coordination du RSI est assurée par un comité multisectoriel facilité par le PFN-RSI, conformément aux recommandations de ce document. Dans la même veine, le PFN est logé au sein d'une structure ayant des capacités de collecte, de synthèse, de suivi et d'évaluation des données. Dans le cas du Cameroun, il s'agit de l'Observatoire National de la Santé Publique. Le cadre de suivi et d'évaluation du RSI (IHR-MEF), concerne des examens annuels de l'État partie (SPAR), des exercices de simulation, des évaluations externes conjointes, des interactions et des examens après action. Des réunions ordinaires et extraordinaires sont régulièrement organisées pour permettre au comité d'évaluer les progrès accomplis, de discuter des questions en suspens et d'élaborer la marche à suivre.

Quels sont les principaux challenges rencontrés dans la mise en œuvre du RSI au Cameroun ?

La récente analyse de la source et de l'utilisation des ressources dédiées au secteur santé, effectuée par le REMAP a confirmé la sérieuse insuffisance du budget dédié à la mise en œuvre du RSI au Cameroun. Qu'à cela ne tienne, il faut dire qu'au chapitre des challenges, la vulgarisation du RSI pour une meilleure appropriation par les parties prenantes, ainsi qu'une intensification de la coordination des structures concernées, sont des défis que nous entendons relever dans les prochaines années.

A quoi le Cameroun devrait s'attendre à l'issue de cette évaluation ?

Après l'EEC, un état des lieux des capacités du système de santé sera dressé et les gaps seront identifiés ainsi que les priorités. Cela va nous permettre d'élaborer un nouveau PANSS en prenant compte des priorités étant donné que les ressources sont limitées.

Dossier : le One Health au cœur de la mise en œuvre du RSI

A multisectoral approach to strengthen disease surveillance at Cameroon's borders

The International Health Regulations (IHR 2005) requires countries to establish a responsive, reliable and flexible surveillance system that meets international standards. An expectation to which Cameroon conforms through a dynamic multisectoral monitoring system.

Diseases have no geographical boundaries since disease pathogens can spread through the movement of people, animals, and products, particularly during an outbreak. Cameroon's vital commercial and travel operations, along with its strategic location at the intersection of Central Africa, highlight the significance of effective border surveillance. To ensure the prevention of transboundary animal diseases, public health protection, the fight against illicit trade, compliance verification, international cooperation, rapid response, and trade facilitation, Cameroon's borders are home to 30 veterinary sanitary inspection posts, including 3 airports, 4 Seaports, and 23 road posts. These health posts are made up of operational medical facilities closest to the point of entry. The 58 phytosanitary border police stations defend vulnerable areas, monitor disease-free areas through risk analysis, and provide phytosanitary certificates for the import and export of plants and their products. The two border posts in Kye-ossi, one with Gabon and one with Equatorial Guinea, are devoted to border surveillance and population control at the economic, security, and health levels.

Cameroon's Strides in Implementing International Health Regulations

Cameroon has demonstrated a strong commitment to adhering to international health regulations, particularly in the context of border surveillance. The country has made significant progress in several areas. Firstly, in **Establishing a National Framework** for developing a comprehensive national program for the prevention and fight against emerging and re-emerging zoonoses, providing a robust foundation for multisectoral collaboration. Secondly, in the area of **Strengthening Institutional Capacity**, the aim was to enhance the capacity of key institutions, such as the Ministry of Public Health, the Ministry of

Livestock, Fisheries, and Animal Industries, the National Public Health Laboratory and the National Veterinary Laboratory, to effectively implement border surveillance measures.

The third area concerned **Engagement in Regional Cooperation**, involving active participation in regional initiatives, such as those facilitated by the Economic Community of Central African States (ECCAS), to harmonize border health security efforts and promote cross-border collaboration. The country has also developed **Border Surveillance Tools**, such as the National Strategic Plan of Integrated Disease Surveillance and Response, the Cameroon Animal Health Information System, the District Health Information System 2 and OpenMRS, the Cameroon One Health Information System, Rumor Management System, FAO EMPRE-AH and EMPRES-i+ for cross-border disease surveillance and health crisis management.

High Expectations

In order to strengthen these surveillance systems at border crossings, Cameroon aims to implement a multi-sectoral sub-network for epidemiological surveillance at borders, a system for the effective surveillance and management of health risks arising from the movement of people, animals and goods, and ongoing training for staff in all the sectors concerned in the relevant nomenclature, protocols and risk communication. Added to this is a solid communication strategy to disseminate information on potential health threats and coordinate responses effectively, an inventory of the health regulations in force in each administration and the person responsible for implementing them, and the involvement of local communities through their health services.

While challenges remain, the opportunities to advance this critical area of public health security are significant.

Dossier : le One Health au cœur de la mise en œuvre du RSI

Règlement Sanitaire International : la CREC au cœur de la stratégie

La vision globale du Règlement Sanitaire International (RSI 2005) et du Plan d'Action National pour la Sécurité Sanitaire (PANSS) entend faire du Cameroun une nation résiliente face aux événements et urgences de santé publique. Un objectif dont l'atteinte repose sur plusieurs leviers parmi lesquels, la communication sur les risques et engagement communautaire (CREC).

Dans le cadre de la prévention et de la lutte contre les zoonoses émergentes, les communautés jouent un rôle primordial. Une implication efficace de la communauté permet d'écouter et de connaître le milieu, de comprendre ses croyances, attitudes et pratiques relatives à la santé, de même que de susciter l'engagement de ceux qui la constituent. Selon l'Organisation mondiale de la Santé l'un des principaux enseignements tirés des événements de santé publique du XXI^e siècle, notamment les flambées du syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS), du syndrome respiratoire du Moyen Orient (MERS), de la grippe pandémique A (H1N1) et de la maladie à virus Ebola, est que la CREC contribue significativement au succès des réponses aux urgences sanitaires.

En effet, la CREC consiste à informer les communautés sur la façon de réduire les risques de propagation de la maladie et de les inclure dans la lutte tout le long du processus. Elle allie le partage de l'information et la prise en compte des besoins de la population. Ceci favorise et facilite l'appropriation de la réponse par celles-ci. Ce qui en fait un pilier important dans la mise en œuvre du RSI.

C'est dans cette logique que le Programme zoonoses accompagne depuis 2021, les Organisations de la Société Civile (OSC) y compris celles réunies au sein du

Réseau des Organisations One Health Cameroon (ROOHCAM), dans la mise en œuvre de leurs activités de sensibilisation des communautés sur les risques auxquels elles sont exposées. L'initiative internationale PREZODE (PREventing ZOonotic Diseases Emergence), lancée en janvier 2021 dans le cadre du One Health Planet Summit, répond à ces enjeux. Afin d'ancrer durablement les solutions de prévention dans les contextes locaux, le programme appuie les acteurs communautaires et nationaux dans la construction de socio-écosystèmes durables, résilients et économiquement viables qui protègent l'environnement tout en garantissant l'activité économique des communautés locales et en réduisant les risques d'émergence des zoonoses. C'est dans cette optique que les capacités des OSCs sur la prévention, la veille et la détection précoce des maladies zoonotiques avec emphase sur la viande de brousse ont été renforcées dans le cadre du projet AfriCAM au Cameroun. Le Programme Zoonoses, grâce à son partenaire Breakthrough Action, a également capacité des organisations de la Société civile sur la CREC.

Outre la formation, le pays s'est doté depuis 2021, de divers outils stratégiques, au rang desquels, la stratégie de communication pour le changement social et comportemental relatif aux zoonoses prioritaires, les Procédures Opérationnelles standards pour la CREC et la Stratégie CREC selon l'approche *Une Seule Santé*.



Surveillance microbiologique : le LANAVET joue sa partition

Les services de laboratoire occupent une place de choix dans la détection des maladies. En prévision de l'Evaluation Externe Conjointe de l'application du Règlement Sanitaire International (RSI) au Cameroun, la rédaction du Cameroon One Health Magazine a exploré le niveau d'arrimage d'un laboratoire camerounais aux directives de ce règlement. Immersion dans le Laboratoire National Vétérinaire, annexe de Yaoundé.



Situé à un jet de pierre du jardin zoo-botanique de Mvog-Betsi, le LANAVET de Yaoundé occupe une position stratégique de part le fait qu'il est le laboratoire vétérinaire de référence dans la partie Sud du pays. Depuis le poste de garde jusqu'au moindre local, tout est rigoureusement aseptisé. À côté du poste de garde, un espace de réception fait le lien entre l'extérieur et le laboratoire. Les échantillons traités proviennent de diverses sources, telles que les services vétérinaires rattachés au MINEPIA, des agents vétérinaires sur le terrain, ou encore des éleveurs désireux d'évaluer l'état de santé de leurs animaux.

Le poste de réception est relié à l'extérieur par un sas étanche construit dans le mur clôturant le laboratoire. Le technicien en charge de la réception, M. MATU Eric ITOE s'assure que les échantillons sont conformes au formulaire de déclaration remis par les agents vétérinaires. Protégé par des lunettes et une blouse immaculée, il ne touche aucun échantillon sans ses gants. Derrière un cache-nez, son visage reste impassible lors des vérifications. L'objectif est de transférer les échantillons du contenant initial vers un bac dans le poste de sécurité microbiologique (PSM). Dans ces lieux, une désinfection

systématique est appliquée à chaque entrée et sortie, tant au niveau du sas que du PSM, privilégiant l'utilisation de l'eau de Javel pour préserver la santé du personnel. Par ailleurs, le PSM joue également un rôle critique en empêchant la contamination des échantillons, grâce à un flux d'air qui l'isole du reste de la pièce.

Les échantillons traités peuvent être des produits d'écouvillonnage provenant des voies respiratoires ou digestives, des fluides corporels, des morceaux d'organes internes prélevés lors d'autopsies, ou encore des carcasses animales. Une fois la conformité des échantillons confirmée, le préposé à la réception des échantillons les place dans un second conteneur étanche pour les acheminer, selon le besoin, vers le service de bactériologie, vers le laboratoire principal ou vers la salle de biologie moléculaire.

Les techniciens passent par le sas à l'entrée Est du laboratoire pour réceptionner les échantillons. Ici, chacun se lave les mains, enfle des gants en nitrile, revêt une blouse et un masque, puis s'équipe de charlottes, avec des chaussures de laboratoire ou des surchaussures, avant d'entrer. Selon Dr DAH Isaac,

Chef Service Adjoint du service de biologie moléculaire, *"il est impératif que l'intérieur du laboratoire soit complètement isolé de l'extérieur. En plus le LANAVET recommande aux membres du personnel de changer de gants avant de passer d'une pièce à l'autre du laboratoire;"*

Au labo

Dans le laboratoire, divers tests, adaptés à la nature des échantillons et aux pathologies suspectées, sont réalisés. Dans le cas d'échantillons issus de carcasses, l'attention peut se porter sur des organes spécifiques, les pathologies ou virus ayant tendance à se concentrer dans certaines zones. Par exemple, si une infection tuberculeuse est suspectée, l'examen se focalisera sur les poumons de l'animal. Souvent, le LANAVET privilégie les tests de PCR qui permettent de travailler sur le matériel génétique, ainsi que des analyses bactériologiques ou parasitologiques, servant à confirmer des diagnostics.

À l'issue des essais, les techniciens interprètent les résultats et rédigent un rapport qui est remis au Directeur Général du Laboratoire d'analyses vétérinaires, avec une copie

transmise au professionnel ou à l'utilisateur ayant fourni l'échantillon. Toutefois, pour les maladies hautement transmissibles, le LANAVET prend contact non seulement avec l'éleveur, mais aussi avec les services vétérinaires régionaux et nationaux compétents pour gérer les foyers d'infection. Aujourd'hui, la gestion des crises les plus sévères repose principalement sur l'abattage systématique des animaux ayant été en contact direct avec l'animal infecté, suivi de l'enterrement des carcasses, sous une chape de chaux.

"Grâce à ses protocoles sanitaires conformes aux normes internationales, le LANAVET a pu confirmer un cas de *Mpox* le 22 novembre 2024 chez des primates, dont le nom scientifique est *"cercocebus"*, assure le Docteur DAH Isaac. C'était le résultat d'une opération menée dans le parc de la Mefou, par une équipe pluridisciplinaire incluant le service vétérinaire régional et le Centre Régional de Prévention et Lutte contre les Epidémies (CERPLE), qui a prélevé des échantillons envoyés au LANAVET. Un laboratoire qui se positionne ainsi comme un maillon essentiel de surveillance au Cameroun.



► Dossier : le One Health au cœur de la mise en œuvre du RSI

Un dispositif législatif et réglementaire diversifié et ciblé pour orienter décisions et actions

Entre 2017 et 2024, la législation nationale relative à la sécurité sanitaire s'est enrichie de plusieurs instruments juridiques. L'évaluation multisectorielle de la législation nationale relative au RSI (2005) au Cameroun en 2024 a révélé l'existence d'instruments juridiques couvrant la préparation et la réponse aux urgences sanitaires dans les secteurs de la santé humaine, animale et environnementale.

La mise en place des Centres d'opérations d'urgences de santé publique fonctionnels constitue un pilier essentiel au développement et au maintien des capacités d'action de santé publique conformément au RSI (2005). Ainsi, en 2020, au cœur de la pandémie de COVID-19, l'Arrêté n° 0826/MINSANTE du 09 avril 2020 portant activation du Système de gestion des incidents pour la coordination de la réponse sanitaire à la pandémie de COVID-19 au Cameroun, a érigé le Système de gestion des incidents en stratégie de réponse aux urgences sanitaires de portée internationale. Plus tard en mai 2020, un arrêté du Premier Ministre, Chef du Gouvernement a finalement conféré une existence juridique au centre de coordination des opérations d'urgences de santé publique au Cameroun qui est chargé de coordonner les opérations d'urgence de santé publique. Deux ans plus tard, en 2022 un autre arrêté de la même autorité crée, organise et précise les modalités de fonctionnement du centre de coordination des opérations d'urgence de santé animale au Cameroun.

Finalement en décembre 2024, la loi régissant la protection civile au Cameroun introduit une définition extensive des catastrophes intégrant une approche multirisque. Elle institue des plans généraux de réponse et des plans d'urgence, confère des compétences aux autorités décentralisées en matière de gestion des catastrophes, opère une classification des catastrophes en définissant le type de plan qui doit être déclenché dans chaque cas ainsi que l'autorité chargée du déclenchement de l'alerte et du plan indiqué.

Toutefois, il faut reconnaître que cette inflation réglementaire ne facilite pas la coordination des interventions de santé publique. Ainsi, les textes ne désignent aucun organisme/instance responsable de la coordination de la



mise en œuvre du RSI (2005). Par ailleurs, certains de ces textes sont anciens et incomplets. De même, la définition et la classification des urgences sanitaires n'ont pas été fixées par la loi. Ces insuffisances concernent également la coordination des interventions dirigées vers la lutte contre la résistance aux antimicrobiens, notamment en ce qui concerne la réglementation sur la gestion des antimicrobiens dans tous les secteurs concernés.

Afin de renforcer le dispositif national de sécurité sanitaire de façon pérenne, les recommandations formulées au terme de l'auto évaluation sus-évoquée, portent notamment la nécessité de mettre en place une autorité/instance formellement chargée de coordonner la mise en œuvre du RSI (2005) au Cameroun, de réviser la loi de 1964 sur la protection de la santé publique pour y intégrer les problématiques relatives à la définition, classification et la gestion des épidémies et urgences sanitaires et le financement des interventions y relatives, de fixer par un acte réglementaire conformément à la loi sur la protection des données à caractère personnel, le régime juridique particulier des données de santé à caractère personnel, ou encore de fixer par voie réglementaire le cadre de coordination des Centres d'opération d'urgence.

Engager les communautés pour booster leur résilience face aux crises sanitaires

En marge de la journée mondiale Une Seule Santé 2024, le Programme Zoonoses a réuni les experts, décideurs et acteurs de la société civile autour d'une table ronde à Yaoundé

« Renforcer la résilience des communautés à travers l'approche Une Seule Santé ». C'est sur ce thème que la centaine de participants, représentants diverses institutions et administrations publiques et privées, s'est réunie dans la capitale politique du Cameroun le 08 novembre 2024, pour commémorer la journée mondiale *Une Seule Santé*, édition 2024. Les échanges de ce jour avaient pour objectif principal, de sensibiliser et renforcer la mise en œuvre du concept *Une Seule Santé* au niveau communautaire, afin de favoriser une meilleure riposte face aux défis présents qui pèsent sur la santé des individus.

communautaires telles que la sensibilisation sur la rage, l'investissement humain dans les établissements scolaires et les marchés de leurs communautés respectives », souligne la SPA.

Pour le Dr Serge Nzietchueng, expert international *Une Seule Santé*, il est nécessaire de renforcer les capacités de la population sur la prévention des risques de santé. Dans son argumentaire, il a surtout rappelé qu'avant tout renforcement de capacité des communautés, il est primordial de comprendre les mécanismes utilisés par celle-ci pour se protéger. L'idée étant d'appeler à la mobilisation des

ressources locales, à l'engagement social et à la coopération, pour renforcer l'entraide et l'adaptabilité face aux impacts extérieurs. L'expert a également mis un accent sur la promotion de l'éducation, la communication et la planification participative, afin d'aider à bâtir des sociétés plus durables et solides.

Dans sa présentation, le Dr Yewande Alimi, One Health team lead à Africa CDC a permis à l'assistance d'identifier les questions essentielles que les experts du *One health* doivent se poser pour une meilleure orientation des actions sur le terrain et une amélioration des interactions en communauté. Pour elle, il faut impliquer davantage les

jeunes dans l'approche USS, car ils sont un potentiel de pérennisation des actions.

À l'issue de la table ronde, trois prix ont été décernés aux "Champions One Health". Selon le Dr. Conrad Ntoh Nkuo, Secrétaire Permanent du Programme Zoonoses, ces distinctions visent à encourager les initiatives des étudiants en faveur de la mobilisation de la communauté et à les impliquer dans la lutte contre les maladies émergentes.

Pour Elisabeth Dibongué, Secrétaire Permanente Adjointe (SPA) du Programme Zoonoses, cette célébration a permis de remobiliser les acteurs des différents secteurs et de la société civile autour des questions de santé et de gestion intégrée des problèmes de santé. « Nous avons choisi cette approche novatrice pour renforcer la résilience de nos communautés face aux menaces zoonotiques, telles que la COVID-19 ou Ebola. Les étudiants des universités de Buéa, de Ngaoundéré et Université de Montagnes dans des activités



Case Competition : Les meilleurs arguments sont venus des Montagnes

Le Jury a rendu son verdict le 8 novembre 2024 à Yaoundé au terme d'une compétition très disputée qui a opposé les Student's One Health Innovative Clubs (SOHIC) des universités de Buéa, de Ngaoundéré et des Montagnes.

Dès le coup d'envoi du challenge donné le lundi 28 octobre 2024, ça a été le branle-bas de combat dans chaque équipe. Les étudiants de chaque SOHIC ont annulé tous leurs rendez-vous de la semaine et se sont immédiatement repliés dans leurs quartiers respectifs pour une concertation stratégique. Mieux encore, un conseil de guerre. Une guerre contre les maladies bien sûr, avec à la clé, le titre du "Champion One Health". *"Il fallait réfléchir vite, prendre les bonnes décisions, et agir plus vite encore. De plus, avec nos ressources d'étudiant, il n'était pas aisé de déployer l'entièreté de notre programme en une semaine"* confie Fopet Bill, président du SOHIC de Ngaoundéré.

Une semaine! C'est le temps imparti aux SOHIC pour développer et mettre en œuvre les activités de sensibilisation des communautés au respect des bonnes pratiques de préservation de la santé environnementale, humaine et animale.

Le club de l'Université de Ngaoundéré a axé ses actions sur la sensibilisation des établissements secondaires des localités de Manwi, Malang et Dang sur la rage. Au campus universitaire et en communauté l'exercice a consisté à édifier la cible sur les zoonoses, la Résistance aux Antimicrobiens (RAM), la Sécurité Sanitaire des Aliments (SSA) et enfin la surveillance épidémiologique. Les étudiants ont également planté des arbres et collecté des déchets sur le campus.

Le SOHIC de l'Université de Buéa a quant à lui sensibilisé sur les zoonoses, la RAM, les changements climatiques et le concept *Une Seule Santé*. L'activité a ciblé les élèves du primaire et du secondaire des zones de Bakweri town et Molyko, les étudiants du campus de l'université ainsi que les communautés riveraines. Le SOHIC Buéa a également planté des arbres, collecté des déchets et organisé une marche sportive. Le club n'a pas manqué, dans la foulée, de vacciner des chiens contre la rage.

A Bangangté, au même moment, le SOHIC de l'université des Montagnes a formé les étudiants sur la Communication sur les Risques et Engagement Communautaire, la méthodologie de la recherche et les enjeux de l'intelligence artificielle. Il a par ailleurs sensibilisé sur les thématiques en lien avec la RAM, la SSA et le concept *Une Seule Santé*. La descente dans la communauté a permis au SOHIC d'éduquer les populations de la ville sur l'importance de la protection environnementale et de susciter l'adoption de meilleures pratiques telles que les actions de reboisement et de collecte de déchets urbains.

Toutes ces actions ont été passées au peigne fin par le jury composé d'experts sur les questions du One Health. Pour départir les candidats, le jury s'est basé sur l'impact communautaire des activités menées, le niveau d'engagement suscité par celles-ci, la qualité de conception et la mise en œuvre de chaque innovation apportée et la qualité des présentations orales et des rapports écrits. Le verdict de ce travail donnera vainqueur le SOHIC de l'université des Montagnes. Les SOHIC des universités de Buéa et de Ngaoundéré occuperont respectivement la deuxième et la troisième place.





YAOUNDÉ 
ONE HEALTH 
FORUM 



Le « Yaoundé One Health Forum »
est un événement qui vise
à réunir des acteurs clés pour
aider à trouver des solutions aux
défis mondiaux en matière de santé
en utilisant l'approche Une Santé



WWW.ONEHEALTH.CM

RETRO : Semaine continentale de la RAM à Yaoundé

L'Afrique se mobilise à Yaoundé pour faire bloc contre la RAM

Plus de 300 experts de tous les secteurs de la santé issus de 20 pays du continent se sont réunis au Cameroun pour apporter leurs contributions dans la lutte contre la menace mondiale qu'est la résistance aux antimicrobiens (RAM).

Promouvoir une meilleure compréhension des bonnes pratiques d'utilisation des antimicrobiens dans tous les secteurs, ainsi que celles liées à la biosécurité, à la prévention et au contrôle des infections ; renforcer la surveillance dans les différents domaines pour détecter et gérer efficacement les situations de RAM et capaciter les acteurs et les laboratoires de diagnostic. Tels sont quelques pistes de solutions présentées au terme des sept jours d'échanges et de partages d'expérience initiés dans le cadre de la célébration de la cinquième édition continentale de la Semaine mondiale de sensibilisation à la RAM, qui s'est tenue du 16 au 23 novembre 2024 à Yaoundé.

Les données sur la problématique inquiètent, d'où l'urgence d'une réponse collective. D'après les spécialistes de la santé, la RAM constitue une réelle menace de santé publique dans les pays en développement, où la situation est particulièrement alarmante du fait de l'endémicité des infections. A ce propos, la FAO estime à 700.000 le nombre de décès dans le monde liés aux infections résistantes aux médicaments chaque année. Le nombre de morts pourrait atteindre 4,1 millions par an d'ici 2050 sans actions concrètes en Afrique. Au Cameroun, de nombreuses études sur la RAM démontrent que le phénomène est en pleine croissance. Les estimations font état de 68,2% de résistance en santé humaine, 13,6% en santé animale et 18,2% en environnement. La rencontre de Yaoundé a donc été l'occasion pour les décideurs, les scientifiques et les



chercheurs de trouver le meilleur moyen de minimiser l'impact de la RAM sur le continent africain.

En accueillant cette cinquième édition placée sous le thème « Éduquer. Promouvoir. Agir maintenant », le Cameroun a réaffirmé son engagement dans la lutte contre la RAM. La cérémonie présidée par le Ministre de l'Elevage, de la Pêche et des Industries Animales, par ailleurs Vice-Président du Comité d'Orientation Stratégique de la Plateforme *Une Seule Santé*, Représentant du Premier Ministre, Chef du Gouvernement à ces assises, a permis de mettre en évidence le rôle prépondérant de l'approche *Une Seule Santé* dans la prévention de la RAM en Afrique. Elle a été aussi l'occasion de renforcer la collaboration progressive entre l'Afrique quadripartite et les agences de l'Union Africaine dans la lutte contre la RAM, ainsi que la reconnaissance de la participation active du Cameroun dans cette

lutte, grâce à l'implication du Gouvernement et de ses partenaires. Dans sa prise de parole, le Ministre de l'Elevage, de la Pêche et des Industries Animales, conscient de la portée de cette « pandémie silencieuse » qui met en péril les systèmes de santé et menace la sécurité sanitaire, a interpellé tous les acteurs. *« Je fais appel aux professionnels de santé, aux acteurs du secteur agropastoral, au secteur privé et à la société civile pour qu'ils s'engagent pleinement dans cette lutte. Ensemble, nous pouvons préserver l'efficacité des antimicrobiens et protéger les générations futures »*, a-t-il indiqué.

Organisée localement par la Plateforme *Une Seule Santé* du Cameroun en collaboration avec ses parties prenantes, sous les auspices et le financement de la quadripartite (représentation Afrique FAO, OMS, OMSA, PNUE) et des agences de l'Union Africaine (Africa CDC et UA-BIRA), la 5^{ème} édition continentale RAM s'inscrivait dans le cadre de la célébration de la semaine mondiale du bon usage des antimicrobiens. Elle avait pour objectifs, d'améliorer la sensibilisation et la compréhension de la

RAM, d'encourager les meilleures pratiques, de stimuler la recherche et l'innovation, d'inclure la dimension environnementale, de renforcer la gouvernance et la collaboration multisectorielle et d'informer les politiques et attirer des fonds.

Plusieurs activités ont meublé cette rencontre. Au rang desquelles la mobilisation des jeunes à travers les débats interuniversitaires des étudiants des *Students One Health Innovative Clubs (SOHIC)*, un mini tournoi de football entre les jeunes pour renforcer leur éducation sur les dangers de la RAM et le rôle clé des jeunes dans cette lutte. Aussi, des panels de discussions ont réuni décideurs, experts et entreprises autour de la question de la création de politiques efficaces pour la gestion de la RAM, l'opérationnalisation des plans d'actions nationaux RAM et l'innovation dans les solutions thérapeutiques. Des visites de terrain et des sessions interactives ont permis d'insister sur l'importance des réglementations environnementales et de la biosécurité mais aussi de partager des pratiques agricoles exemplaires pour limiter la propagation des résistances.





«Drawing Government's Attention on the Need to Take Ownership of AMR»

Dr. Bertrand Léopold Dieudonné DONBOU, Deputy Director of Pharmacy and the Private Sector, and AMR Focal Point at the Ministry of Livestock, Fisheries, and Animal Industries, reflects on the 5th edition of the Continental AMR Awareness Week under the theme "Educate. Promote. Act Now."



Why dedicate an entire week to Antimicrobial Resistance (AMR)?

AMR refers to the ability of microorganisms (bacteria, viruses, parasites, fungi) to survive and multiply despite the presence of antimicrobial agents. This occurs when a microorganism undergoes

modifications, rendering medications ineffective in treating infections caused by these microbes. Whether in human, animal, or plant health, the treatment of certain diseases becomes increasingly difficult or even impossible once resistance sets in. Resistance undermines

modern medicine, compromises animal production, and threatens food security.

A full week is dedicated to this issue because it currently poses one of the world's most serious threats, affecting human, animal, plant, and environmental health. The rise of AMR has severe repercussions on personal and public health, endangering millions of lives and the global economy. It also affects food systems, development, and security. Often described as a "silent pandemic," AMR directly causes 1.3 million deaths annually, with WHO projections estimating that approximately 4.1 million people in Africa could lose their lives to this crisis by 2050. Clearly, there is an urgent need to act, and to act collectively. This awareness week has enhanced the understanding of AMR, encouraged best practices, informed policymakers, attracted funding, stimulated research and innovation, and strengthened governance and multisectoral collaboration.

What are the key stakes related to AMR in Cameroon?

AMR is an increasing threat to public health and compromises the development of populations, including those in Cameroon. Numerous studies indicate that AMR is on the rise in the country. Current Antimicrobial resistance rates are estimated at 68.2% in human health, 13.6% in animal health, and 18.2% in the environment. The impact of AMR is further exacerbated by the slow and costly process of

developing alternative medications. According to the World Bank, AMR could lead to an annual global cost of \$3.4 trillion by 2030 and plunge approximately 28 million people into poverty by 2050. Combatting AMR requires substantial funding, which remains far below the actual needs. To address this situation, we have prioritised optimizing antibiotic use in human, animal, plant, and environmental health across Cameroon and Africa. Promoting the *One Health* approach is therefore crucial for effectively tackling AMR.

What were the main outcomes of the event?

The event was an opportunity to draw the government's attention on the need to take ownership of the AMR issue and to emphasize the importance of the *One Health* approach in addressing this challenge. The younger generation also actively participated through events such as a mini football tournament and a competition involving students from around the continent around a scientific debate on AMR. Beyond raising awareness among human, animal, and plant health professionals and auxiliaries, the Continental AMR Week also engaged African media in a communication strategy aimed at promoting AMR awareness and best practices in antimicrobial use. We intend to pursue this commitment in the coming years as part of the National Action Plan against AMR (PAN-RAM), adopted in 2024.

Continental AMR Awareness Week in Yaounde

Laboratories and Farms Rise to the Challenge

The 5th edition of the Continental Antimicrobial Resistance (AMR) Awareness Week provided an opportunity for African experts to visit three diagnostic laboratories, two farms, and a plantation in Yaoundé and Soa. This was a unique opportunity to gain a better understanding of current practices and the issues surrounding the use of antimicrobials.



which sometimes lead to empirical antibiotic treatments based on "experience", and infrastructural limitations.

Another major highlight of the day was a meeting with farmers and livestock breeders to raise awareness about AMR and promote best farming and breeding practices. The visit covered a mixed farm (cattle, sheep, and poultry), a fish farm, and a cassava plantation. Visitors observed firsthand the achievements of these farms, as well as the measures they take to reduce antibiotic use, after which farmers received protective equipment, including boots and sprayers. Farmers and breeders pledged to adopt responsible antimicrobial use, while urging authorities to increase awareness campaigns, strengthen administrative contacts with them, and provide continuous technical assistance to promote sustainable practices.

The National Public Health Laboratory (LNSP) was the first stop, where around 30 Cameroonian and foreign participants explored the lab's central role in the fight against AMR. Key efforts include raising awareness among agro-pastoral professionals about responsible antimicrobial use and implementing sentinel monitoring across 23 sites since 2021. Next, experts visited the National Laboratory for Diagnostic Analysis of Agricultural Products and Inputs (LNAD), where rigorous food and agricultural product testing is conducted. LNAD specialists explained the detection process for pathogens and antibiotic residues, ensuring compliance with health regulations. The tour then proceeded to the National Veterinary Laboratory (LANAVET), recognized for its role in routine diagnostics, research, and training sentinel laboratory personnel in AMR monitoring using the WHONET tool and detection techniques.

Discussions during these visits highlighted Cameroon's significant efforts in combating AMR, as well as challenges faced by laboratories. These include the often-lengthy analysis times,



Antimicrobial Resistance

Advocacy for the Implementation of the National Action Plan to Combat AMR: A Collective Responsibility

The National Program for the Prevention and Control of Emerging and Re-emerging Zoonoses organized an advocacy meeting on 18 December 2024, to support the implementation of the 2024-2028 National Action Plan against Antimicrobial Resistance (NAP-AMR).

The meeting, held with the support of Mtap, aimed to secure commitments from key sectoral leaders, civil society, and technical and financial partners for the plan's execution. This initiative followed an evaluation workshop on the NAP-AMR 2024-2028, during which stakeholders reviewed the challenges encountered in implementing their activities and prioritized key actions to be undertaken in 2025.

If the budget is approved, the implementation of NAP-AMR activities could receive support

as early as 2025 from several technical and financial partners, particularly through the Quadripartite collaboration (WHO, FAO, WOA, and UNEP).

To ensure an effective and coordinated response, participants proposed that advocacy efforts be directed at government officials, particularly during a session of the Strategic Orientation Committee of the Zoonoses Program.





A new era of primary health care in Cameroon

The country hosted the 1st Forum on Primary Health Care and the institutionalization of community health, under the theme "Community Health: A Golden Investment for the Future,".



Organised by the Ministry of Public Health, the forum was held in response to landmark declarations on primary health care, such as the Alma-Ata Declaration of 1978, Ouagadougou (2008) and Astana (2018), highlighting the importance of a reformed health care system for better and equitable access to care, particularly in rural areas. The event brought together key stakeholders to discuss strategies for strengthening primary health care services and community health initiatives, aiming to reposition these critical areas on the national political agenda.

The forum emphasized the importance of primary health care (PHC) and community health in a sustainable health care system. PHC improves access to care, particularly in rural areas, reduces health care disparities, and addresses 85% of Cameroonians' health needs. Community health workers play a crucial role in educating the public, preventing diseases, and providing essential support to patients, particularly in remote and underserved areas. Their dedication contributes to improved public health outcomes and a reduction in infant and maternal mortality rates. According to WHO (2018), investing in PHC yields substantial economic benefits, with every franc invested in PHC generating ten times

more in productivity gains due to a healthier workforce. This supports prioritizing PHC in Cameroon's national policies.

Two notable initiatives showcased the potential of community-based approaches. The Cameroon Red Cross, which provided basic care and first aid training, highlighted the importance of simple life-saving skills in emergency situations. The Ministry of Women's empowerment and the Family, on its part, emphasized the crucial role of women, particularly mothers, in community health, as well as the importance of equipping women with first aid and emergency management skills to strengthen the entire community health system.

The forum featured various ministries and organizations, including UNICEF, the Cameroon One Health Platform, the Red Cross, and Impact Santé, showcasing their work through interactive games, unique prizes, and prize-winning quizzes. Photo opportunities and free medical tests were also available.

As the world continues to grapple with the challenges of achieving universal health coverage, Cameroon's experience offers valuable lessons for other countries seeking to strengthen their primary health care systems.

Sécurité sanitaire des aliments

Menaces d'origine alimentaire : détecter pour prévenir



Au regard de l'impact des intoxications alimentaires liées à des contaminants chimiques sur la santé publique, la plateforme a organisé une formation dont le but est d'améliorer les capacités de diagnostic des professionnels de laboratoire en matière de détection des menaces d'origine alimentaire.

La détection des menaces d'origine alimentaire fait référence à l'ensemble des processus et méthodes utilisés pour identifier les dangers potentiels liés à la consommation des aliments. Cette détection est cruciale pour prévenir les maladies d'origine alimentaire. Les intoxications alimentaires liées à des contaminants chimiques notamment celles enregistrées dans les villes de Bertoua, Kribi, Douala et Buéa ont mis en lumière la nécessité de former les professionnels de laboratoire sur la détection des menaces d'origine alimentaire.

Cette formation de 20 professionnels de laboratoire du 16 au 20 décembre 2024 avait

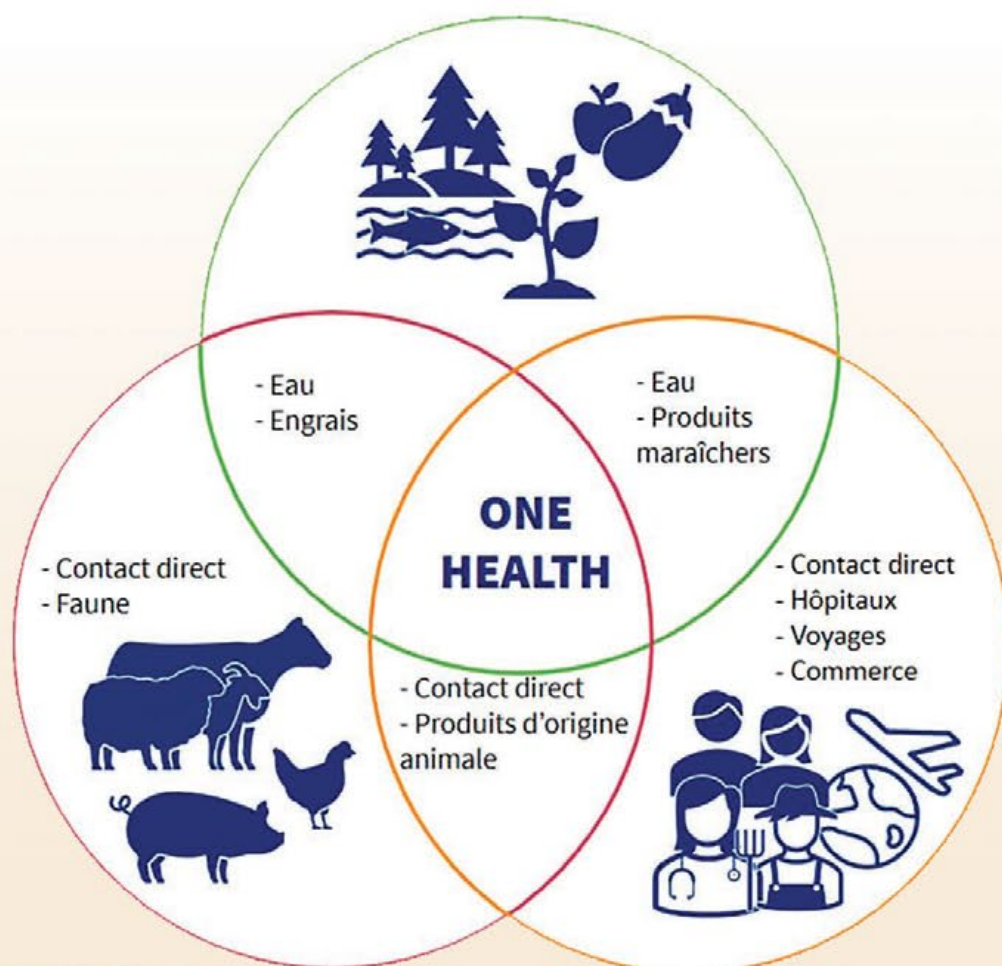
pour objectif de renforcer leurs capacités à la détection des menaces d'origine alimentaire et à la communication sur les risques associés aux aliments d'origine végétale et animale.

En vue de continuer d'améliorer les connaissances, d'assurer le partage d'expérience et de favoriser un travail collaboratif, les professionnels formés ont été mis en réseau à travers une plateforme.





La Résistance aux Anti-Microbiens (RAM) et l'approche *Une Seule Santé*



La RAM: Une menace mondiale de santé publique

Sécurité sanitaire des aliments

Pour de belles fêtes avec des aliments sains

C'était l'objectif de la campagne d'inspection sanitaire organisée par la plateforme Une Seule Santé dans les festivités de fin d'année 2024.

Les fêtes de fin d'année sont une période de réjouissance pour les populations. Elles s'accompagnent d'une consommation en grande quantité de denrées alimentaires d'origine animale, halieutique et végétale, pour ne citer que celles-là. Durant plus de trois semaines, les autorités sanitaires des secteurs-clés de la plateforme *Une Seule Santé*, avec l'appui des responsables administratifs des régions du Littoral et de l'Ouest et des collectivités territoriales décentralisées, ont supervisé des opérations de contrôle qualité des denrées alimentaires commercialisées. Ceci afin de garantir la mise à disposition auprès des populations, des aliments sûrs et sains.

La vaste opération d'inspection sanitaire des denrées alimentaires qui a eu lieu dans les villes de Douala et Bafoussam a débuté par la concertation entre les représentants de la plateforme *Une Seule Santé* et les autorités administratives locales afin de mieux organiser les descentes sur le terrain. Ces réunions ont permis de sensibiliser et de discuter avec les différents acteurs sur les enjeux sanitaires en lien avec la sécurité sanitaire des aliments.



Le cœur de ces opérations de sensibilisation reste les inspections de contrôle des denrées qui se sont déroulées au sein des établissements de restauration collective, des marchés, des abattoirs et des poissonneries. Pendant cette période, on pouvait voir la brigade d'inspecteurs des services vétérinaires, se déployer au sein des marchés et des points de restauration collective où ils ont procédé jour après jour à des inspections formatrices de ces acteurs sur les bonnes pratiques d'hygiène dans la production, la transformation et la distribution des denrées alimentaires. Armés de leurs connaissances et de leur sens de l'observation, ils ont contrôlé la qualité des produits, vérifié les conditions d'hygiène et formé les acteurs sur les bonnes pratiques à adopter, veillant à ce que les consommateurs puissent profiter des fêtes en toute sécurité sanitaire des aliments.



Biological Waste Management: A Biosafety Issue

Gathered in Mbankomo in November 2024, the stakeholders of the One Health platform discussed the need to promote good waste management practices to limit contamination risks for the environment and public health.

The prior sorting of waste according to type and nature, the rational management of infectious waste within a maximum evacuation time of four hours to prevent the proliferation of pathogens and, by extension, the increased risk of contamination and the spread of emerging diseases, as well as the systematic use of personal protective equipment in farms and laboratories, amongst many other practices, were shared during this meeting. The event brought together laboratory personnel, sectoral representatives, civil society representatives, and technical and financial partners.

Beyond the waste management techniques presented during the various sessions, the workshop also provided an opportunity to clarify the different categories of waste generated in healthcare facilities. These include solid waste (sharps/non-sharps), pathological waste, liquid waste, and mixed waste. Each of these categories requires specific management practices, from sorting to final disposal, to

minimize the risk of contamination.

It is worth recalling that biosafety encompasses a set of practices aimed at preventing the introduction and spread of pathogens in healthcare facilities, agricultural operations, and the environment. It thus plays a key role in preventing emerging diseases. Within the framework of the *One Health* approach, biosafety is an essential component for disease control and public health emergency management.

At the end of the workshop, the next steps are expected to include the development of Operational Surveillance Procedures (OSP) for waste management and the training of healthcare professionals in the use of the related manual. Under a *One Health* approach, community education and awareness on waste management are also planned, as well as the pooling of human, material, and financial resources from different sectors to optimize results in waste management and sanitation.



Finance climatique: opportunité pour les systèmes de santé

Le personnel des principales administrations en charge de la santé est désormais imprégné des enjeux du financement de la santé et de la mise en œuvre de la Couverture Santé universelle (CSU) face à l'impact des changements climatiques sur la santé.

Avec ses phénomènes météorologiques extrêmes tels que la hausse des températures, les sécheresses et la modification des écosystèmes, le changement climatique a un réel impact sur la santé des êtres vivants. Ces transformations sont à l'origine de la sous-alimentation, de la montée exponentielle des maladies cardiovasculaires, hydriques, et des maladies à transmission vectorielle comme le paludisme. Selon les prévisions de l'Organisation mondiale de la santé, la proportion de la population en Afrique subsaharienne exposée au risque de paludisme d'ici 2050 connaîtra une augmentation de 48%, et plus de 250 000 décès seront enregistrés par an d'ici 2030 en raison du changement climatique. S'engager pour le développement de stratégies de renforcement du système de santé camerounais suppose une meilleure compréhension des enjeux à l'interface des changements climatiques et de la finance climatique qui fait référence à l'ensemble des ressources et instruments financiers employés pour soutenir l'action climatique.

Pour pallier les difficultés de financement du secteur de la santé déjà fragilisé par un faible niveau d'allocation des ressources publiques, différents financements sont mis à la disposition des pays depuis la COP26, à l'instar du Fonds Vert pour le climat, qui aide ces derniers à mettre en œuvre des actions pour prévenir les effets et les risques liés aux changements climatiques. Même si le Cameroun n'a pas encore ratifié les clauses de la COP26, il bénéficie de l'accompagnement de l'OMS dans ce sens. Pour sortir d'une aide internationale souvent volatile et conditionnée, le Cameroun entend inclure le changement climatique dans toutes les politiques publiques de santé. Cela passe par l'amélioration du leadership et de la gouvernance, la formation, l'alerte précoce, l'évaluation des risques climatiques, la surveillance intégrée des

risques ou encore l'éducation et la sensibilisation du public. Il s'agit spécifiquement d'identifier les actions climato-sensibles, et de les adresser dans la budgétisation locale, à travers le cadre de dépenses à moyen terme.



D'autres éléments sont la construction de technologies et d'infrastructures durables et résistantes au climat, la gestion des déterminants environnementaux de la santé, l'élaboration de programmes de santé tenant compte du climat, la préparation et la gestion des situations d'urgence, et enfin le recours aux divers mécanismes de financement climatique et de la santé existants. Des éléments qui, une fois mis en œuvre, feront de la finance climatique, un pari gagnant pour le renforcement des systèmes de santé.

Engagé dans la mise en œuvre de la Couverture Santé Universelle, le Cameroun gagnerait à optimiser son système de santé, en le préparant à faire face aux effets du changement climatique. C'est l'une des recommandations fortes formulées au cours de la rencontre qui a permis de renforcer les capacités des participants sur l'impact des changements climatiques dans le financement de la santé au Cameroun.



COHIS

A Digital Platform for Multisectoral Data Management

Cameroon is taking a bold step forward in the fight against global health threats by elaborating a *One Health* information system, a cutting-edge digital platform, which connects human, animal, plant and environmental health data. This innovative tool embodies the *One Health* approach and fosters collaboration and informed decision-making among stakeholders from human, animal, and environmental health sectors.

Once fully operational, the platform's interoperable architecture stands to enable real-time data sharing, analysis, and visualization across sectors, providing a single platform for health data management. This powerful tool connects existing information systems, and allows for rapid identification of warning signals, tracking of disease progression, and implementation of swift, effective interventions.

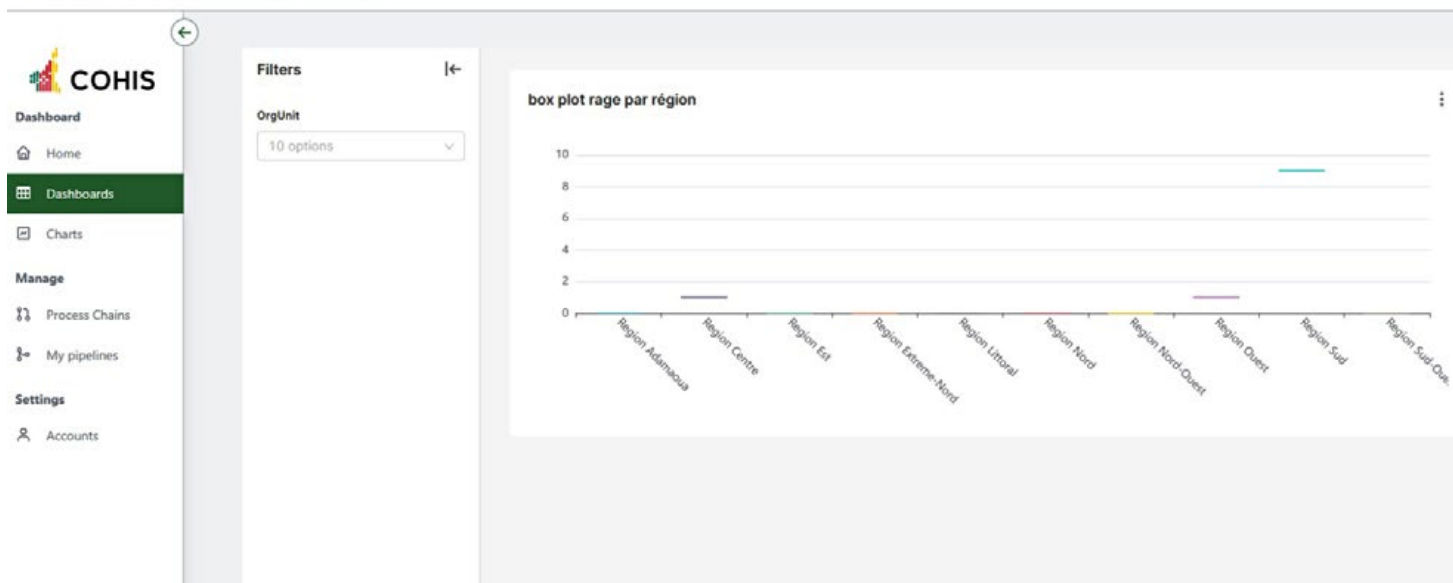
To ensure an effective national-level pilot deployment of the system, comprehensive training sessions, in Yaoundé and Ebolowa in November 2024, supported by GIZ's *One Health* Data Alliance Africa (OHDA) project, equipped several officials responsible for



managing health data from human, animal and environmental government agencies, laboratories, and health programs, with the skills to effectively utilize the platform. These training sessions covered user management, system configuration, as well as the collection, management, analysis, and visualization of data.

This collaborative effort, spearheaded by the National Program for the Prevention and Fight against Emerging and Re-emerging Zoonoses (PNPLZER), marks a significant step towards a more resilient health system better equipped to tackle current and future health challenges.

Cameroon One Health Information System



Communication

Empowering One Health Actors with Gender Integration Skills

18 key terms including gender, sex, social norms, gender equality, gender integration and intersectionality, kicked off the workshop on "strengthening the capacities of 'One Health' stakeholders on the integration of the gender dimension in RCCE"

From 25 to 29 November 2024, One Health stakeholders convened in Douala for a five-day workshop to discuss the integration of gender dimension in risk communication and community engagement (RCCE). Organized by the Zoonoses Program with technical and financial support from Breakthrough ACTION, the activity aimed to build the capacity of One Health stakeholders involved in health promotion, risk communication, epidemic preparedness and prevention, community engagement, and the gender dimension.

Gender plays a crucial role in the One Health framework, as societal norms and expectations often dictate differing roles and responsibilities for women and men, influencing their exposure to health risks, access to health care, and decision-making power regarding health issues.

Beyond the confines of the slides, the workshop employed a highly interactive and engaging approach, utilizing a variety of methods including interactive games and exercises (in which participants actively engaged like matching gender terms to their definitions, assigning characteristics to the categories of 'Acting like a man' and 'Acting like a woman, identifying gender norms and beliefs, and analyzing case studies), group discussions and restitution. The workshop successfully equipped participants with tools such as the Gender Check-In Tool, used to diagnose and assess the integration of gender into existing activities, and the SBC Flow Chart, to plan behavioral changes within the targeted communities.

"This workshop has the potential to significantly enhance the effectiveness of One Health programs in Cameroon. By integrating gender perspectives into Risk Communication and Community Engagement (RCCE), the workshop

will ensure that health interventions are more inclusive and responsive to the specific needs of women and marginalized groups. This is particularly critical during health emergencies, where women often face unique challenges and barriers to accessing health care" acknowledged one of the facilitators, **Rene Nkenyi**, the Monitoring and Evaluation and Knowledge Management Advisor for Breakthrough ACTION.

While the workshop was highly successful, one participant **FOKOU Lorraine** highlighted: *"The main difficulty for me was the language barrier between the trainer and me. While this presented an initial challenge, interpreting the participants'*



contributions and sometimes that of the main trainer, the use of visual aids, translated documents, interactive exercises, and group discussions helped to mitigate these communication barriers." Despite this minor hurdle, the workshop had a profound impact on participants. *"This workshop has opened*

my eyes to the importance of gender in health programming. I am now better equipped to design and implement programs that are truly inclusive." observed **Tswisse Odetta**.

The workshop served as a catalyst for change, empowering participants to become champions of gender equality within the One Health framework. According to facilitator **Esete Getachew**, *"the pre- and post-tests revealed a significant increase in participants' knowledge and understanding of key gender concepts, including gender integration across different phases of a project cycle. By the end of the workshop, participants were also reflecting that the training had strengthened their ability to integrate gender into health projects and enabled them to identify multiple ways for incorporating gender considerations."*

Plateforme OH : attention au burn-out !

En marge de la célébration de la Journée Mondiale de la santé mentale 2024, la plateforme Une Seule Santé a organisé une formation à l'intention de son personnel sur la gestion de la santé mentale au travail.

D'après les spécialistes de la santé, le burn-out ou syndrome d'épuisement professionnel est une fatigue physique, émotionnelle et mentale qui résulte d'un investissement prolongé dans des situations de travail exigeantes sur le plan émotionnel. Ses principales causes sont liées aux conditions de travail. On y retrouve la surcharge de travail, la pression temporelle, en passant par les missions et objectifs mal définis et/ou irréalistes, les objectifs à atteindre élevés avec peu de moyens pour y parvenir et le faible contrôle sur son travail. Les faibles récompenses pour le travail fourni, le manque d'équité et la peur de perdre son emploi sont également enregistrés comme source du burn-out. Des réalités que vivent plusieurs travailleurs parmi lesquels ceux du Programme Zoonoses.

À la Plateforme, la surcharge de travail est une réalité en raison du manque de personnel technique. Pour pallier la survenue du burn-out au sein de son personnel, les responsables de l'institution ont organisé à l'intention de celui-ci, une formation sur la gestion de la santé mentale

au travail. Placée sous le thème « Comment repérer les signes du burn-out chez les collègues et prévenir le burn-out ? », ladite formation s'est tenue le 11 octobre 2024 dans les locaux du programme Zoonoses à l'occasion de la Journée Mondiale de la santé mentale qui se célèbre le 10 octobre de chaque année.

Cette formation d'une durée d'une heure, s'est déroulée en deux phases. La première était consacrée à l'apprentissage. Les participants ont appris les signes du burn-out au travail et quelques astuces pour l'éviter. L'idée était de rendre chaque participant capable d'identifier les signes du burn-out chez un collègue. Les proches étant ceux à même de signaler à la personne malade que quelque chose ne va pas bien chez lui. L'autre point de la formation visait à rendre les participants capables d'éviter tout seul le burn-out. Le dépistage du personnel a meublé la deuxième phase de la formation. Au terme de cette formation, plusieurs participants étaient satisfaits et le Programme Zoonoses compte répéter ce genre d'activité.





one
health
DAY

NOV
3



Healthy Animals
Healthy Environment
Healthier Communities



Diaporama



9e session du Comité d'Orientation Stratégique (COS)



Atelier de formation des agents de collecte de rumeurs du système multisectoriel de Monitoring et de Reporting des rumeurs et événements de santé publique au Cameroun



Atelier de formation des Organisations de la Société Civile (OSC) sur l'approche Une Seule Santé



Session du Comité Technique



Atelier de validation des documents de la stratégie de renforcement des capacités des acteurs en charge de la mise en œuvre de l'approche Une Seule Santé



Atelier de formation des utilisateurs de la plateforme d'analyse et de visualisation des données intersectorielles de santé dénommée COHIS (Cameroon One Health Information System)



Atelier d'élaboration du rapport annuel 2024 et du Plan de Travail Annuel Budgétisé (PTAB) 2025



Participation à la 4e édition de l'Africa One Health University Network (AFROHUN) International One Health Conference



Célébration Journée Mondiale des Zoonoses



Atelier régional de plaidoyer en faveur d'Une Seule Santé en Afrique Centrale



Participation du Programme Zoonose à l'atelier d'orientation des points focaux des domaines techniques du Règlement Sanitaire International (RSI), en prélude à la préparation de la prochaine Évaluation Externe Conjointe (EEC)



Réunion de coordination des acteurs de la plateforme Une Seule Santé du Cameroun



Réunion de clôture du Programme globale Prévention et Réponse aux Pandémies One Health (PPOH) de la GIZ



Participation du Programme Zoonoses à l'atelier de conception et de validation des messages, supports et outils de communication sur le Mpx



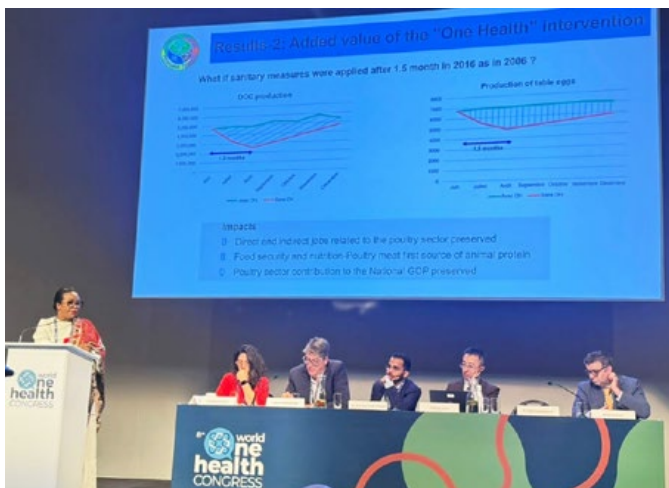
Participation du Programme Zoonoses à la 2e édition du One Health Summer Institute



Réunion de plaidoyer sur la stratégie de gestion des connaissances de la plateforme Une Seule Santé du Cameroun



Participation du Programme Zoonoses au 1er Symposium Vétérinaire au Cameroun (2)



Participation du Programme Zoonoses au 8e congrès mondial du One Health à Cape Town



Lancement officiel du projet RACE (Rabies Control and Elimination in Cameroon) et de la campagne de vaccination gratuite des animaux de compagnie contre la rage à Obala



Participation du Programme Zoonoses au 1er Forum sur les Soins de Santé Primaire et l'Institutionnalisation de la Santé Communautaire au Cameroun



Réunion d'évaluation de l'état de mise en œuvre des activités du Plan d'Action National RAM



Table ronde de sensibilisation sur le Mpx dans la Région de l'Est à Bertoua



Marche sportive à l'occasion de la Journée Mondiale des Zoonoses



Marche sportive de la Semaine mondiale de sensibilisation à la Résistance aux AntiMicrobiens (RAM) 2024



Semaine mondiale de sensibilisation à la Résistance aux AntiMicrobiens (RAM) 2024



Session du Secrétariat Permanent



Sensibilisation des acteurs de la restauration collective sur la sécurité sanitaire des aliments pour les fêtes de fin d'année



Session de formation des professionnels de laboratoire sur la détection des agents pathogènes à l'origine des menaces alimentaires et la communication sur les risques



Sensibilisation sur la Rage dans la Région du Littoral à Douala



Sensibilisation sur la rage dans la Région de l'Ouest à Bafoussam, Bandjoun et Fombot



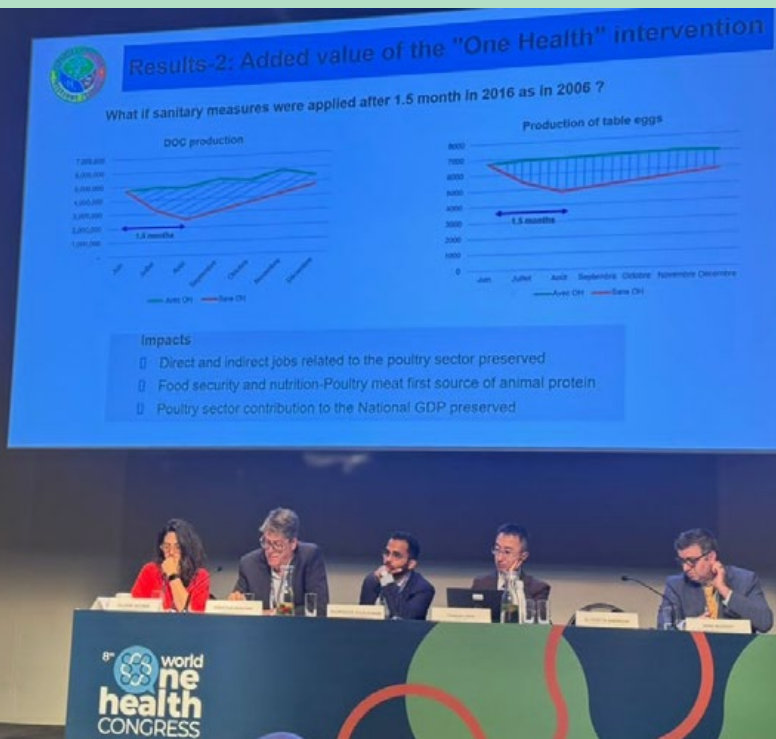
Table Ronde de la Célébration de la Journée Mondiale Une Seule Santé



Table ronde d'information et de sensibilisation sur le Mpox à Yaoundé

La plateforme Une Seule Santé exporte son savoir faire

Plusieurs rencontres internationales organisées autour de l'approche Une Seule Santé ont connu la participation remarquée de la Plateforme USS du Cameroun. Des moments privilégiés au cours desquels l'expérience du pays a été partagée et appréciée.



sur le continent africain et sur la scène mondiale.

Le 8ème Congrès mondial *One Health* tenu à Cape Town en Afrique du Sud du 20 au 30 Septembre 2024 a mobilisé 1400 participants venus de 87 pays. Ceux-ci ont échangé sur les travaux de recherche portant sur les sujets critiques liés à la santé. Dans ce cadre, le Programme a présenté des articles notamment sur le "*Sustainable financing for health security threats through a cost benefit analysis of One Health interventions in Cameroon*"; les deux prochains articles se penchaient respectivement sur le "*Civil society organisations contribution in preventing health threats at environment, animal and human health interface*", et sur "*Zoonotic prioritisation and management in Cameroon*".

Le Kenya a ouvert le bal avec la 4ème Conférence Internationale *One Health* tenue du 24 au 26 avril 2024, en présence de cent cinquante participants issus de différents pays. Organisée par AFROHUN, cette rencontre a été un cadre de discussions sur les améliorations à apporter dans la pratique du *One Health*. Tribune par excellence également pour échanger sur les défis, de plus en plus complexes et nombreux

Une contribution significative dans l'atteinte des résultats de ce Congrès qui ont contribué aux discussions de haut niveau de la 79e session des Nations Unies à New York.

Les avancées du Cameroun en matière du *One Health* ont également été partagées à Kigali au Rwanda lors du Sommet africain sur les technologies, axé sur le thème « *Innover pour la santé, la résilience et le bien-être des communautés : libérer la puissance de l'IA et des technologies émergentes* ». A cette occasion, les dernières avancées en matière de santé numérique, d'Intelligence Artificielle et de technologies émergentes ont meublé les échanges.

L'autre rendez-vous majeur a été celui

de Naivasha, au Kenya. La plateforme a pris part du 9 au 12 décembre 2024 au *Technical write shop for the development of the One Health Digital Learning Platform*. Initié par le Bureau interafricain des ressources animales de l'Union Africaine (UA-BIRA), cet atelier d'écriture proposait d'élaborer un programme numérique complet dans le but d'améliorer les connaissances, les aptitudes et les compétences en matière de principes et de pratiques numériques de l'approche *Une Seule Santé*.

Au bout du compte, l'année 2024 a été significative et c'est véritablement un exploit pour le pays qui une fois de plus a rayonné de par sa contribution active à la réflexion internationale sur les questions du One Health.





You can save their lives



- ◆ Rabies is a deadly disease that affects the lives of many people and animals.
- ◆ The main cause of rabies is the bite of a rabid dog.
- ◆ Half of all dog bites and human rabies deaths occur in children.
- ◆ Although rabies is almost 100% fatal, it is also 100% preventable.

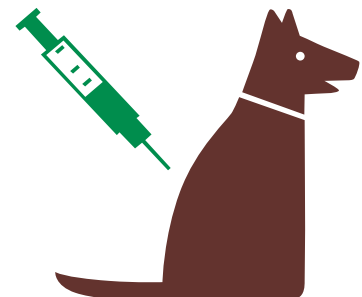
We can help to keep the people and animals in our lives safe from rabies



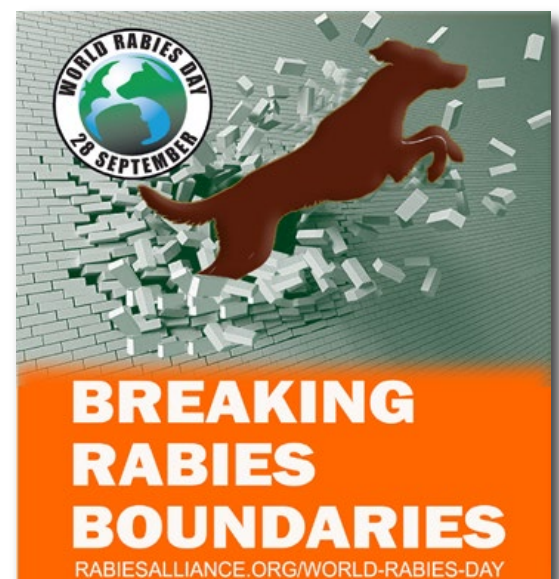
Learn how to behave around dogs to avoid dog bites



If you are bitten, wash the wound with soap and running water, and seek medical help immediately



Vaccinate your dogs regularly - this is the best way to prevent rabies



Coopération

De nouveaux acteurs, pour des solutions innovantes et adaptées

Dans le cadre du renforcement de la surveillance, la prévention, et la riposte contre les maladies zoonotiques au Cameroun, de nouveaux projets en matière de santé ont été lancés en 2024 par des partenaires techniques et financiers, via la plateforme Nationale Une Seule Santé.



Pour renforcer et opérationnaliser la digitalisation de la vision *Une Seule Santé*, le projet *One Health Data Alliance Africa* (OHDA), a été lancé pour une période de quatre ans (janvier 2022 à décembre 2025). Il est soutenu par le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du développement (BMZ) et mis en œuvre par la GIZ en collaboration avec l'AU-IBAR, l'Africa CDC et Smart Africa. Ce partenaire apporte son expertise dans la mise en place d'un système interopérable d'analyse et de visualisation des données de santé à l'interface Homme-Animal-Environnement (COHIS).

Dans le cadre de la lutte contre la Résistance aux Antimicrobiens (RAM), le Cameroun bénéficie de l'appui de BIOMÉRIEUX, une entreprise familiale française. Cette dernière a déjà déployé ses activités sur plusieurs continents, notamment l'Afrique, l'Amérique, l'Europe et l'Asie. Son expertise dans le domaine de la lutte contre les maladies infectieuses en fait un acteur clé qui apporte des solutions innovantes et adaptées aux défis locaux.

Le Fonds de Solidarité Prioritaire (FSP) pour les projets innovants, porté par l'Ambassade de France et l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD), apporte quant à lui son soutien au projet TrOHika. Une initiative



qui s'inscrit dans une dynamique de collaboration et d'innovation pour répondre aux enjeux sanitaires et environnementaux. A l'actif de cette initiative, deux études transversales *Une Seule Santé* menées en 2024 dans la localité d'Akonolinga, Région du

Centre-Cameroun. Le but étant d'identifier des interventions participatives qui permettent de réduire l'exposition aux maladies zoonotiques virales notamment le virus de la Fièvre Hémorragique de Crimée-Congo (FHCC), en utilisant une approche adaptée au contexte culturel et socio-économique des petits exploitants. Les résultats jusqu'ici obtenus vont faciliter la mise en œuvre de la seconde phase dont le démarrage est prévu en janvier 2025 à travers le projet ZOOSANTE. L'objectif est de traquer des indicateurs épidémiologiques, sociologiques et biologiques sur les maladies zoonotiques auxquelles la population est exposée, afin de mieux comprendre et prévenir ces risques. Étale sur douze mois, il est axé sur la sensibilisation et la formation des populations d'Akonolinga.

Ces activités ciblent notamment les petits éleveurs, les épouses d'éleveurs, les enseignants des écoles primaires, les chefs des centres zootechniques et vétérinaires du MINEPIA, ainsi que le personnel de l'hôpital de district d'Akonolinga.

Remerciements

Depuis sa mise sur pied, la plateforme Une Seule Santé du Cameroun, bénéficie de l'appui multiforme et constant de plusieurs partenaires techniques et financiers. Cette quatrième édition du Cameroon One Health Magazine, est l'occasion d'exprimer la profonde gratitude de cette plateforme à tous ces partenaires.

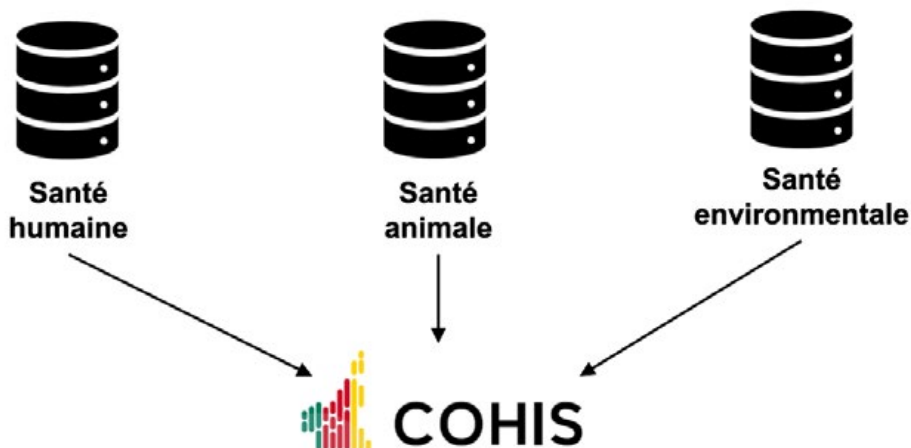
Soutient total de One Health Data Alliance Africa

Le projet régional « One Health Data Alliance Africa » de la GIZ soutient le Cameroun dans la mise en œuvre de la stratégie Une Seule Santé via une plateforme numérique unifiée pour l'échange de données multisectorielles. Financé par le BMZ, il facilite la collecte, le traitement et l'exploitation des données de santé humaine, animale, végétale et environnementale. Il met également l'accent sur la modélisation des maladies et l'utilisation de l'intelligence artificielle, tout en renforçant les capacités du personnel national. En 2024, la plateforme « Cameroon One Health Information System » COHIS a été lancée, et un atelier de formation à Ebolowa a permis aux utilisateurs de maîtriser ses fonctionnalités. L'objectif principal était de former les utilisateurs du pilote COHIS, en déroulant les contextes et enjeux de la plateforme, sa prise en main et l'éventail de potentiels

qu'elle offre. Les participants ont été initiés au pilote COHIS à travers des séances pratiques couvrant la création de pipelines d'ingestion et transformation de données, la visualisation et analyse ainsi que l'automatisation des processus pour réduction de charge de travail et gain de temps.

Les échanges ont permis d'identifier des points d'amélioration tels la création de templates d'ingestion de données pour plus de sources et l'adaptation de l'ergonomie conformément aux nouvelles observations. L'atelier s'est conclu par des recommandations pour optimiser COHIS et garantir une formation continue des utilisateurs.

Pour 2025, la création de tableaux de bord intégrant des données multisectorielles est prévue pour améliorer la prise de décisions.





Un intense déploiement!

L'objectif global du projet du Projet OSRO/CMR/059/USA :Global Health Security Project (GHSP) Enhancing animal health and One Health capacities to prevent and mitigate zoonotic diseases and antimicrobial resistance (AMR) risks mise en œuvre par FAO ECTAD est de contribuer à l'amélioration des capacités nationales du Cameroun en termes de prévention, de détection et de réponse aux maladies zoonotiques et à la résistance aux antimicrobiens (RAM) dans le but de lutter contre l'émergence ou de réduire l'impact négatif de ces maladies sur les animaux et les humains.

Les activités menées au cours de l'année 2024 sont les suivantes :

1. Deux ateliers de sensibilisation des acteurs des filières animales et des praticiens vétérinaires publics et privés sur la prévention des maladies zoonotiques et une meilleure compréhension du phénomène de la résistance aux antimicrobiens (RAM) , tenus le 30 avril 2024 à Bertoua dans la région del'Est et le 2 mai 2024 à Ngaoundéré dans la Région de l'Adamaoua. **Au total 71 personnes ont pris part à ces deux ateliers de sensibilisation dont 10 femmes.**
2. Un atelier de relecture et d'actualisation du document d'analyse situationnelle de la Sécurité Sanitaire des Aliments (SSA) au Cameroun assorti des priorités stratégiques 2024-2030 et de consolidation du projet de plan stratégique national multisectoriel de SSA (PSN-SSA), tenu du 29 mai au 1 juin 2024 à Ebolowa dans la Région du Sud. **Au total 24 participants ont pris part à cet atelier dont 08 femmes.**
3. Deux ateliers de formation des agents du Ministère chargé de l'élevage (MINEPIA), du ministère des Forêts et de la Faune (MINFOF) et secteur privé vétérinaire en Epidémiologie Vétérinaire de Terrain (ISAVET, niveau de base) les 5^{ème} et la 6^{ème} cohortes, tenus du 4 au 30 mars 2024 à Garoua dans la Région du Nord et du 10 juin au 5 juillet 2024 à Ebolowa dans la Région du Sud . **Au total 52 apprenants dont 17 femmes ont pris part à ces deux ateliers de formation ;**
4. Contribution à la Celebation de la journée mondiale des zoonoses, 2024 sous le thème : « Zoonoses et Changements Climatiques : Des Enjeux Mondiaux pour une Santé Planétaire », tenue le 5 juillet 2024 à Yaoundé dans la Région du Centre. **Au total la participation de Soixante-deux (62) participants dont dix-huit (18) femmes ;**
5. Contribution au lancement de la célébration de cette 18ème édition de la Journée Mondiale de la Rage sous le thème « Briser les frontières de la rage », tenue le 28 septembre 2024 à Yaoundé dans la Région du Centre. **Au total 93 participants dont 51 femmes ;**
6. Contribution à la Celebation de la journée mondiale "Une Seule Santé" sous le thème « renforcer la résilience des communautés à travers l'approche une seule, tenue le 3 novembre 2024, à Yaoundé dans la Région du Centre. **Au total 69 participants dont 40 femmes.**
7. Célébration continentale la Semaine mondiale de sensibilisation à la résistance aux antimicrobiens (WAAW) par la quadripartite africaine en partenariat avec les agences de l'Union africaine, le CDC Afrique et le Bureau interafricain des ressources animales de l'Union africaine (AU BIRA) ainsi que le gouvernement du Cameroun avec pour lead la FAO Cameroun, sous le thème « Eduquer, Promouvoir et agir maintenant, tenue du 16 au 23 novembre 2024 à Yaoundé dans la Région du Centre. **Au total environ 200 participants dont 91 femmes.**
8. Atelier de formation des éco-gardes et des services vétérinaires de la zone septentrionale sur les techniques et l'utilisation des outils de capture, la collecte, l'emballage et le transport des échantillons vers le laboratoire : cas pratique du Mpox chez les animaux domestiques et sauvages, tenu du 23 au 26 septembre 2024 à Garoua dans la Région du Nord. **Au total 24 participants dont 5 femmes du MINEPIA et MINFOF ;**
9. Ateliers de finalisation (enrichissement et validation technique) de la proposition de convention entre le MINEPIA et le MINFOF sur la création et le fonctionnement du sous -réseau de surveillance des maladies de la faune sauvage, avec la participation de 24 personnes dont 6 femmes, Issus du MINEPIA, MINEPDED, MINFOF PNPLZER et de l'Université de Ngaoundéré et de la FAO, tenus du 5 au 7 aout 2024 à yaoundé dans la Région du Centre et du 16 au 17 aout 2024 à Ebolowa dans la Région du Sud.

 Post Scriptum

Enhancing Global Health Security in Cameroon through Effective One Health Implementation

As we reflect on the current landscape of global health security, we recognize the critical role played by frameworks such as the Joint External Evaluation (JEE) and the Performance of Veterinary Services (PVS) in assessing our preparedness and response capabilities. These evaluative tools not only measure the resilience of health systems but also highlight areas for strengthening, particularly in the context of a One Health approach.

In Cameroon, substantial advancements have been achieved in workforce development, allowing for better training and preparation of personnel across health sectors. Plans and protocols have also been developed demonstrating that there is a commitment to improving public health outcomes. Nevertheless, these achievements must be continued with urgency and focus.

Significant gaps remain, especially in the legal framework governing health security. Strengthening these laws is vital for laying a solid foundation for coordinated responses and accountability among various sectors. Moreover, financing mechanisms are essential to ensure that health initiatives receive the resources necessary for effective implementation. Without adequate funding, even the best-laid plans may falter, compromising efforts to safeguard health.

Intersectoral collaboration presents another critical area for enhancement.

The One Health approach necessitates a convergence of animal, human, plant and environmental health professionals, fostering communication and cooperation. Initiatives such as Bridging Workshops are pivotal in breaking down silos, allowing for shared knowledge and joint efforts in addressing health threats. Through collaborative frameworks, we can work together to prepare for and respond to health risks more effectively, thereby bolstering our overall health security.

In conclusion, while we celebrate the progress made in Cameroon, we must remain steadfast in our commitment to implementing the One Health approach. By reinforcing legal frameworks, securing adequate financing, and fostering intersectoral collaboration, we can achieve optimal health outcomes that protect our population and ensure a resilient health system capable of facing future challenges.

Dr Conrad NKUO

Permanent Secretary
of the Zoonoses
Programme





 **60%** 
des maladies infectieuses humaines ont une origine animale
(Chiffres OIE)

 La santé de l'environnement et les régimes alimentaires impactent la santé humaine

Emergence de microorganismes résistants aux antibiotiques


 Les activités humaines entraînent une contamination de l'environnement par des substances toxiques

20% 
des pertes de la production animale mondiale sont liées aux maladies animales
(Chiffres OIE)

Les maladies et ravageurs causeraient jusqu'à **40%** 
des pertes des cultures vivrières mondiales
(Chiffres FAO)

75% 
des espèces végétales cultivées ont besoin d'être pollinisées
(Chiffres OIE)

La déforestation accroît le risque d'exposition des humaines et des élevages à de nouveaux pathogènes